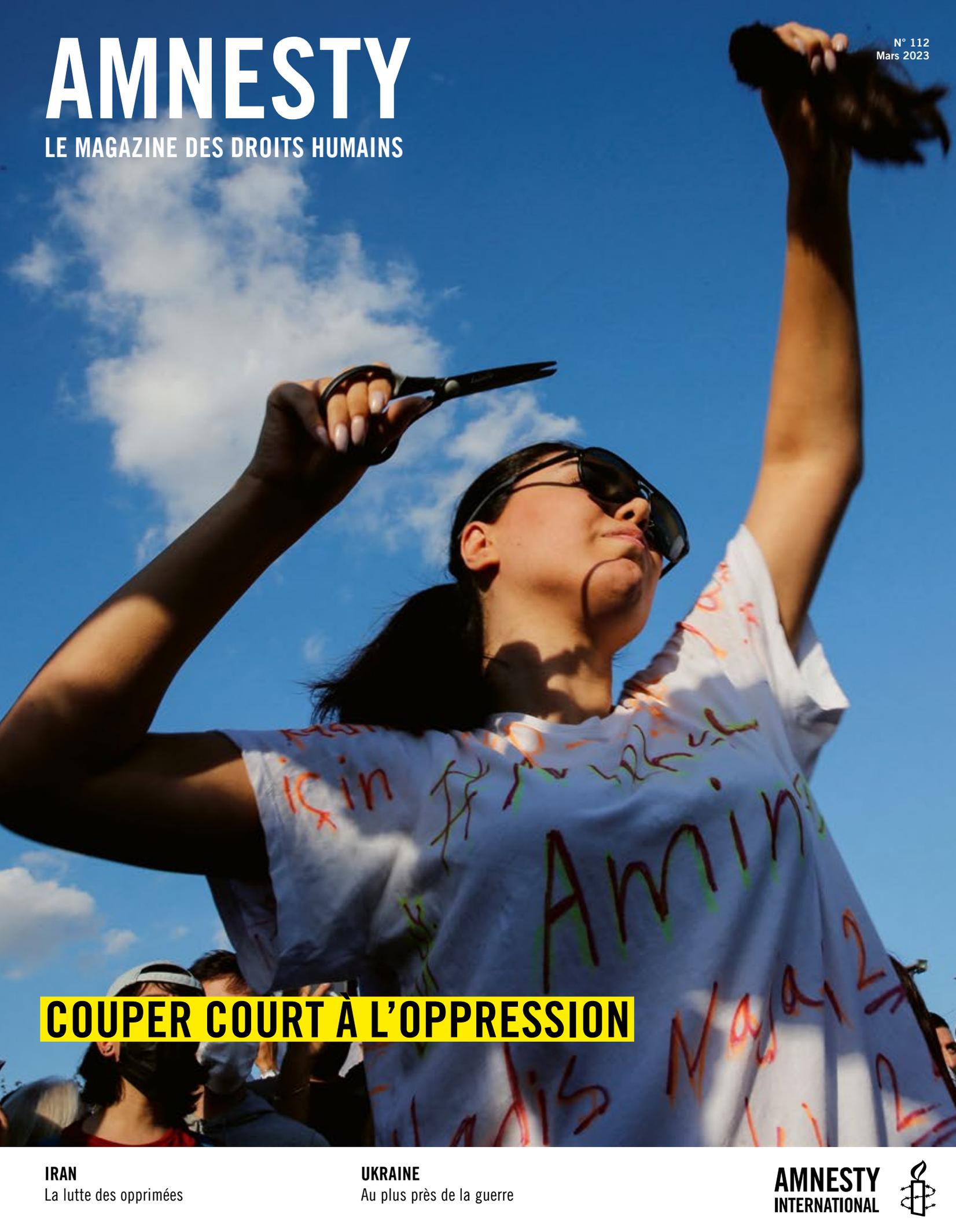


AMNESTY

LE MAGAZINE DES DROITS HUMAINS

N° 112
Mars 2023



COUPER COURT À L'OPPRESSION

IRAN
La lutte des opprimées

UKRAINE
Au plus près de la guerre

AMNESTY
INTERNATIONAL 

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2023

DE LA SECTION SUISSE D'AMNESTY INTERNATIONAL LE 3 JUIN 2023 À LAUSANNE

Nous avons le plaisir d'inviter toutes les membres à la prochaine Assemblée générale (AG)

L'Assemblée générale sera l'occasion de lancer ensemble notre campagne « **Protect the Protest** » en Suisse. Avec cette campagne, Amnesty International s'engage pour que chacun·e·x puisse exercer le droit de manifester en toute sécurité!

Dans toutes les régions du monde, y compris en Suisse, le droit de manifester est de plus en plus restreint. Les manifestations actuelles en Iran, au Pérou et ailleurs illustrent l'importance de ce droit et l'urgence de le protéger.

Les membres d'Amnesty YOUTH se retrouveront à Lausanne le vendredi 2 juin 2023 l'après-midi pour une rencontre jeunesse autour du même thème.

La partie statutaire se déroulera en ligne le soir du jeudi 15 juin 2023 (votations & élections).

Les motions et postulats peuvent être soumis jusqu'au 20 avril 2023.

Les inscriptions sont ouvertes sur notre site : www.amnesty.ch/ag

Nous nous réjouissons énormément de pouvoir passer ces moments avec vous ! Si vous n'êtes pas encore membre d'Amnesty Suisse, rejoignez-nous dès aujourd'hui !

Cette Assemblée 2023 permettra de rencontrer ceux qui utilisent la manifestation comme outil de changement, d'en apprendre plus sur les droits des manifestant·e·x et ses limitations, de travailler ensemble sur la mise en œuvre de la campagne, mais aussi d'échanger sur notre mouvement, notamment lors d'ateliers sur les motions.



Impressum : AMNESTY, le magazine des droits humains paraît tous les trois mois. N° 112, mars 2023. AMNESTY est le magazine de la Section suisse d'Amnesty International. En tant que journal généraliste des droits humains, AMNESTY est amené à traiter de sujets qui ne reflètent pas toujours strictement les positions de l'organisation. Amnesty International a adopté un langage inclusif non-binaire : plus d'informations sur www.amnesty.ch/epicene. **Éditeur :** Amnesty International, Section suisse, 3001 Berne, tél. : 031 307 22 22, fax : 031 307 22 33, e-mail : redaction@amnesty.ch. **Rédaction :** AMNESTY, rue de Varembe 1, 1202 Genève, tél. : 021 310 39 40, fax : 021 310 39 48, e-mail : redaction@amnesty.ch. **Administration :** Amnesty International, Case postale, 3001 Berne. Veuillez svp indiquer le n° d'identification qui se trouve sur l'étiquette lors de paiements ou de changements d'adresse. **Merci ! Rédacteur en chef :** Jean-Marie Banderet **Journaliste :** Olalla Piñeiro Trigo **Rédaction :** Hélén Dirik, Beat Gerber, Maurine Mercier, Mathias Peer, Manuela Reimann Graf, Gilda Sahebi, Natalie Wenger **Corrections :** Nicolas Jacot, Barbara Pagés **Ont également participé à ce numéro :** Aurélie Kohler, Anahid Lindemann, Déo Negamiyimana **Diffusion :** membres (dès cotisation de 30 francs par an) **Le magazine AMNESTY est disponible en ligne :** amnesty.ch/magazine **Conception graphique :** www.muellerluetolf.ch **Mise en page :** Atoll «ilots graphiques» Catherine Gavin **Impression :** Stämpfli, Berne **Tirage :** 34 000 exemplaires.

ÉDITORIAL



Le régime théocratique qui est aujourd'hui remis en cause par un nombre croissant de personnes, en Iran comme dans la diaspora.

La jeunesse, les femmes, les minorités kurdes et baloutches, la société civile hors d'Iran : les voix qui s'élèvent pour demander un changement radical à Téhéran résonnent partout. Les soutiens du gouvernement actuel sont en perte de vitesse. Mais cela ne signifie pas pour autant que la partie est gagnée pour l'opposition. Ni que ses revendications sont toujours comprises.

OUVERTURES

Good News	4
En bref	6
En image	8
Opinion	9
Changement climatique : à nous d'agir	

POINT FORT

Soulèvement en Iran

L'espoir d'un nouveau 10

Le peuple dos au mur 12
Violences policières, torture, exécutions, la République islamique réprime brutalement les manifestations. Comment expliquer que le mouvement continue? Interview.

La lutte des opprimées 14
La journaliste germano-iraniennne Gilda Sahebi livre son analyse sur le rôle des femmes dans le soulèvement en Iran.

Suisseuses solidaires 16
Une association de femmes s'est formée en octobre dernier pour soutenir les revendications portées par les activistes en Iran. Rencontre.

L'appel de la liberté 18
Pourquoi l'ethnie kurde, à laquelle appartenait Jina Mahsa Amini, joue-t-elle un rôle prépondérant dans la contestation? L'analyse de la journaliste d'origine kurde Hélén Dirik.

Tradition de l'impunité 20
La mort de Jina Mahsa Amini aux mains de la police iranienne n'est pas une première. Mais les violations des droits fondamentaux ne font pratiquement jamais l'objet de poursuites.

La République islamique d'Iran serait-elle en train de vivre ses dernières heures? La vague de manifestations qui secoue le pays n'est pas la première. La réponse brutale des Gardiens de la révolution non plus. Mais alors que les précédents épisodes revendiquaient des réformes au sein du système actuel, c'est

Le 24 novembre dernier, la police genevoise autorisait deux manifestations simultanées sur la place des Nations. En ce début d'après-midi ensoleillé, se côtoient d'un côté les personnes qui soutiennent le mouvement « Femme, Vie, Liberté » et de l'autre les moudjahidin du peuple, eux aussi favorables à un changement de gouvernement, mais dans le cadre de la République islamique. Malaise du côté des organisatrices de la première. Mais surtout le signe que les deux autorisations ont été délivrées en toute méconnaissance de cause.

À travers le prisme d'un collectif d'avocates et activistes de Suisse romande ou sous la plume d'une journaliste kurde, notre dossier laisse entrevoir comment les différentes forces d'opposition semblent converger vers une revendication centrale : en finir avec des décennies d'oppression des libertés fondamentales.

Jean-Marie Banderet, rédacteur en chef

ÉCLAIRAGES

Ukraine	21
Au plus près de la guerre	
Suisse	23
Un espace de partage libérateur	
Asie du Sud-Est	25
Dans les mailles du trafic d'êtres humains	
Ghana	27
Remplacer Dieu par l'art	
Interview culturelle	29
Voix noires	
PortrAlt	30
Photographe « par défaut »	

ÉCHOS

BD	31
Par Elyn	
Chroniques	32
Mémoire de génocide	
S'aimer contre vents et marées	
Refuser la honte	
Chroniques	33
Au cœur de l'investigation	
Domination institutionnalisées	
Espace fiction	34
Leçon d'antiracisme	

AGIR

Une année noire pour les droits humains	37
Action du 8 mars : « Femme, Vie, Liberté ! »	39

LIBÉRATION D'UN JOURNALISTE

Le 7 décembre, le journaliste Younis Abdelsalam a été libéré par les autorités houthis au **Yémen**. Il était détenu arbitrairement à Sanaa depuis le 4 août 2021, sans inculpation ni procès, pour avoir critiqué les autorités dans ses reportages. Selon son frère, le journaliste était accusé d'avoir des contacts avec des organisations étrangères. Abdelsalam a régulièrement publié des articles critiques sur des décisions politiques. Après son arrestation, le journaliste a été porté disparu durant des semaines. Pendant trois mois, il a été détenu dans une cellule sans contact avec le monde extérieur, la plupart du temps en isolement. Il n'a pas eu accès à des soins médicaux appropriés pendant sa détention, bien qu'il souffre d'une maladie mentale.



© Portraits illustrés: André Gottschalk

PRIX NOBEL DE LA PAIX ACQUITTÉE

La journaliste Maria Ressa a été acquittée aux **Philippines**. Elle comparait pour évasion fiscale. Depuis 2018, la journaliste a subi plusieurs arrestations, et fait l'objet de procédures pénales et d'enquêtes. Selon les autorités, la fondatrice et directrice du portail d'information en ligne « Rappler » aurait fraudé le fisc et enfreint l'interdiction de placer des médias de masse sous contrôle étranger. Maria



Ressa et son équipe ont critiqué dans plusieurs articles l'ancien président philippin Rodrigo Duterte, sa violente guerre contre la drogue, ainsi que la corruption dans le pays. Il y a environ un an et demi, Maria Ressa a reçu le prix Nobel de la paix pour son combat en faveur de la liberté des médias et de la démocratie. D'autres procédures sont toutefois encore en cours.

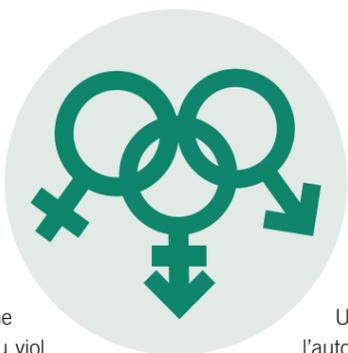


LA PEINE DE MORT RECULE

Fin 2022, le président **zambien** Hichilema annonçait l'abolition de la peine de mort. Une mesure assortie de l'abrogation d'une loi qui prévoyait des peines sévères pour « insulte au président ». La Zambie est ainsi le 112^e État à abolir complètement la peine de mort, rejoignant une liste de pays d'Afrique subsaharienne qui ont récemment fait ce pas.

UN PAS EN AVANT POUR LE DROIT PÉNAL SEXUEL

Alors qu'en **Suisse** le Conseil national s'était prononcé le 5 décembre dernier en faveur de la solution « Seul un oui est un oui » à une majorité allant de la gauche au centre, la Commission juridique du Conseil des États en a décidé autrement. Elle continue de privilégier une approche « Non c'est non », mais a néanmoins élargi sa définition du viol en tenant compte de l'effet de sidération. Ainsi, une personne qui profite de l'état de choc de sa victime pour lui faire subir des actes sexuels non consentis est punissable aux yeux de la loi. Le Conseil des États rendra sa décision en mars prochain. Quoi qu'il advienne, la campagne entamée il y a plusieurs années en faveur de la solution du consentement aura modifié positivement la conscience de la population et des parlementaires autour de cette question, raison pour laquelle l'espoir que le Conseil des États soutienne « Seul un oui est un oui » demeure.



AUTODÉTERMINATION DU GENRE FACILITÉE

Une nouvelle loi approuvée en **Finlande** reconnaît l'autodétermination juridique de l'identité de genre. Désormais, les personnes qui souhaitent changer légalement le genre qui leur a été attribué à la naissance ne doivent plus se soumettre à des examens médicaux. Ceux-ci consistaient notamment en des expertises psychiatriques intrusives, et la nécessité de fournir des preuves de stérilité. La nouvelle législation est une étape importante pour l'égalité des droits des personnes trans. Toutefois, le texte ne s'applique pas aux personnes mineures.



UN PLAN POLITIQUE POUR L'ÉNERGIE VERTE

Le nouveau président de la **Colombie**, Gustavo Petro, veut faire figure de pionnier avec une politique énergétique ambitieuse, sans précédent en Amérique latine. Dès la campagne électorale, Petro s'était engagé en faveur d'une meilleure justice climatique et avait critiqué le rôle du Nord global dans la déforestation et la lutte contre la drogue au détriment de l'environnement. Selon lui, la Colombie est tombée dans une dépendance dévastatrice envers des matières premières toxiques pour le climat, telles que le charbon et le pétrole. Le président entend désormais démocratiser l'utilisation des énergies propres, comme il l'a expliqué dans différents discours. Sa ministre des Mines et de l'Énergie, Irene Vélez, a fait sensation lors du Forum économique mondial de Davos, en déclarant que la Colombie n'attribuerait plus de nouveaux contrats d'exploration de pétrole et de gaz, pourtant les principaux produits d'exportation du pays.

UNE MEILLEURE PROTECTION CONTRE L'EXPLOITATION

Aux **États-Unis**, le Département de la sécurité intérieure a annoncé début janvier une amélioration importante du droit du travail pour les personnes migrantes et les sans-papiers. Les travailleur-euse-x-s dont les droits sont violés peuvent obtenir une protection temporaire contre l'extradition et l'accès à un permis de travail. Jusqu'à présent, il était impossible pour ces personnes de se défendre contre l'exploitation et la discrimination sans risquer de perdre leur emploi. La nouvelle procédure offre une protection préventive aux employé-e-x-s sans papiers et aux titulaires de visas de travail temporaires. Selon le droit international relatif aux droits humains, la protection sur le lieu de travail s'applique à toutes les personnes qui travaillent, indépendamment de leur nationalité.



Le président colombien a décidé de faire de son pays un précurseur en matière d'énergies renouvelables, en renonçant à l'exportation de pétrole et en investissant massivement dans les ressources vertes, comme ici dans une installation photovoltaïque à **Bogotá**.

© IBC SOLAR

Les manifestations qui ont suivi l'arrestation de l'ancien président péruvien ont été réprimées violemment. Elles ont coûté la vie à au moins 46 personnes depuis décembre.



GOUVERNEMENT SOUS ENQUÊTE

PÉROU – La présidente du Pérou Dina Boluarte et plusieurs hauts responsables politiques font l'objet d'une enquête du Ministère public pour leur réponse brutale aux manifestations qui secouent le pays depuis plusieurs mois. Dans un climat de violence policière généralisée, au moins 46 personnes ont perdu la vie depuis le 7 décembre, date d'arrestation du président destitué Pedro Castillo –accusé de tentative de coup d'État après avoir tenté de dissoudre le Parlement. Une situation qui a provoqué la colère de ses soutiens, qui sont descendu-e-x-s en masse dans la rue pour exiger la démission de Boluarte et la mise en place d'élections anticipées, de 2026 à 2024. Pour la troisième fois consécutive, le Parlement péruvien refuse d'écouter les revendications des activistes. En parallèle, une mission de la Commission interaméricaine des droits de l'homme a été déployée au Pérou en janvier pour enquêter sur les abus et violations dans le cadre de manifestations.

VAGUE DE MANIFESTATIONS CONTRE LE PUTSCH

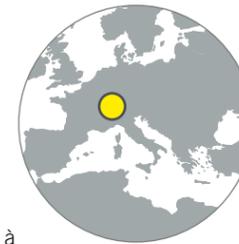
MYANMAR – Le 1^{er} février dernier, les rues habituellement bondées de Rangoon, la plus grande ville du Myanmar, étaient désertes ; une manifestation silencieuse pour dénoncer le coup d'État militaire survenu il y a tout juste deux ans. Des manifestations se sont déroulées en parallèle à Séoul et à Bangkok, en signe de soutien à la population birmane. Depuis le début du *putsch*, Amnesty International estime qu'il y a eu 3000 morts, 1.5 million de déplacé-e-x-s à l'intérieur du pays et quatre exécutions. Actuellement, plus de 13000 personnes sont incarcérées dans des conditions inhumaines et au moins 100 attendent dans le couloir de la mort. Dès sa prise de pouvoir, la junte militaire a réprimé toute voix dissidente et a instauré un climat de peur généralisé, notamment par le biais de frappes aériennes ciblant la population civile. Amnesty International demande l'ouverture par la Cour pénale internationale d'une enquête sur les violations des droits humains au Myanmar.

ÉCOLOGISTES ASSASSINÉS

HONDURAS – Les noms d'Aly Magdaleno Domínguez Ramos et de Jairo Bonilla Ayala resteront tristement gravés dans l'histoire : ce sont les premiers écologistes de l'année à avoir été assassinés dans le monde. Tués par balles le 7 janvier dernier, ces deux Honduriens se sont illustrés dans leur défense pacifique du parc national Carlos Escaleras et de la rivière Guapinol, dont l'existence est menacée par divers projets miniers. La résistance populaire, composée de la population locale et d'associations paysannes, s'est heurtée à la violence policière et militaire. À ce jour, 32 personnes ont été incriminées pour avoir défendu la Terre : huit d'entre elles sont en prison, accusées de crimes qu'elles n'ont pas commis, et les 24 autres font l'objet de mandats d'arrêt. Erika Guevara Rosas, directrice d'Amnesty International dans la région des Amériques, se joint aux revendications des proches d'Aly et de Jairo, en demandant la mise en place d'une commission d'enquête indépendante. Selon l'ONG *Global Witness*, l'Amérique du Sud est le continent où le nombre d'assassinats d'activistes environnementaux est le plus élevé.

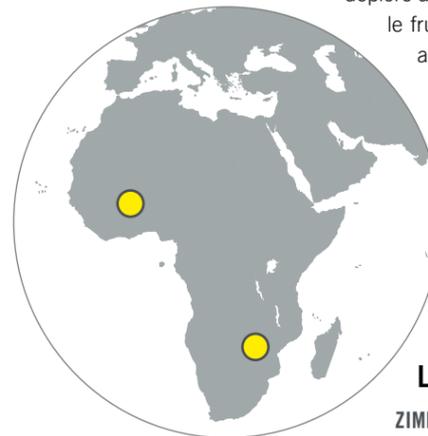
POUR UNE MEILLEURE INTÉGRATION

SUISSE – Les droits des personnes en situation de handicap gagnent du terrain en Suisse. L'initiative pour l'inclusion vient d'être lancée –avec le soutien d'Amnesty International. Alors qu'elles représentent 1.8 million de la population suisse, les personnes en situation de handicap se heurtent encore à de nombreuses barrières et subissent de la discrimination. Cadre légal inadapté, droits politiques limités, obstacles à l'emploi et à la formation : les lacunes en matière d'inclusion sont criantes, bien que la Suisse ait ratifié la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées et dispose d'une loi fédérale à ce sujet. En plus d'exiger une égalité de droits sur les faits, l'initiative demande davantage d'autodétermination, le libre choix du logement et un meilleur accès à une assistance complète. La collecte de signatures débutera fin avril.



L'ETHNIE PEULE VICTIME D'ATTAQUES CIBLÉES

BURKINA FASO – La ville de Nouna, au Burkina Faso, a été le théâtre d'un massacre sans nom. Le 30 décembre 2022, des dizaines de civil-e-x-s désarmé-e-x-s ont été tué-e-x-s dans leur domicile par des membres d'une milice auxiliaire au gouvernement. Des homicides ciblant principalement des personnes appartenant à l'ethnie peule, une population traditionnellement pastorale, musulmane et présente dans toute l'Afrique de l'Ouest. On dénombre au moins 86 morts. Ces attaques sont le fruit de représailles après la supposée attaque d'une base militaire. Depuis 2015, le Burkina Faso est frappé par une insurrection islamiste. Les populations peules, accusées par d'autres groupes de soutenir des mouvements d'insurgés islamistes, en font les frais.



L'ÉTAT MUSÈLE LES ONG

ZIMBABWE – La société civile se prend à nouveau un coup de massue. À quelques mois des élections générales, le Sénat du Zimbabwe a voté une loi controversée qui vise à placer les ONG sous un strict contrôle du gouvernement, en lui octroyant notamment le pouvoir d'interférer dans leur gouvernance et leurs activités. Ce vote s'inscrit dans un contexte où les organisations de défense des droits humains et les groupes d'opposition sont déjà exposés à une forte répression : rien qu'en janvier, le gouvernement a privé 291 ONG de leur accréditation. Le directeur adjoint pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe à Amnesty International, Tigere Chagutah, dénonce les dérives de ce projet de loi et appelle le président Mnangagwa à le rejeter. « Ce texte pourrait être utilisé pour refuser l'enregistrement d'organisations de défense des droits humains en raison du travail qu'elles accomplissent, notamment en faveur de la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique. » Il n'exclut pas non plus le risque que des membres d'ONG soient criminalisé-e-x-s « pour avoir simplement fait leur travail ».

REGARD DÉCALÉ ÉCRASÉS SOUS LE POIDS DE LEUR CONSCIENCE



Depuis le début de l'année, plusieurs milliers d'activistes écologistes – parmi lesquels Greta Thunberg – avaient occupé le village allemand de Lützerath, en Rhénanie-du-Nord-Westphalie. L'objet de leur venue : l'extension de la mine de charbon voisine, sur l'autel de laquelle le village doit être sacrifié. Les activistes protestaient plus largement contre le revirement de l'Allemagne dans sa stratégie de transition écologique, et le retour de Berlin au charbon. Une politique lourde de conséquences non seulement pour le climat, mais également pour la population locale. Le 14 janvier, la police allemande décidait de déloger les manifestant-e-x-s. Mais au moment de donner l'assaut sur un terrain détrempe, une partie des gendarmes se sont retrouvés prisonniers d'une boue épaisse, écrasés sous le poids de leur équipement. Et de leur conscience? JMB

(RE)PRENONS CONTACT

Un article vous a fait réagir? Vous souhaitez proposer un sujet pour notre prochain numéro? Ou faire paraître une lettre de lecteur-trice-x? La rédaction du magazine AMNESTY se fera un plaisir de vous lire et de vous répondre.

La rédaction

Écrivez-nous sur redaction@amnesty.ch ou par courrier à Amnesty International Suisse, Rédaction AMNESTY, case postale, 3001 Berne.



© Firas Maalouf/REUTERS

Comme si la ville d'Alep n'avait pas déjà assez souffert, des quartiers entiers ont été rasés par le tremblement de terre qui a frappé la Syrie et la Turquie le 6 février. Une catastrophe de plus qui s'abat sur la métropole syrienne, déchirée par des années de guerre. Côté syrien, les régions les plus touchées se situent à Alep et dans ses environs, sous contrôle du régime de Damas, ainsi que dans la province d'Idlib, aux mains des rebelles. Des régions négligées par le gouvernement syrien, faisant craindre un acheminement de l'aide humanitaire sélectif.

CHANGEMENT CLIMATIQUE: À NOUS D'AGIR

Beat Gerber est porte-parole et co-directeur de la communication d'Amnesty Suisse



© André Gottschalk

Enfant, j'ai grandi dans un village du Plateau suisse. En hiver, la route qui montait vers notre hameau était fermée à la circulation pendant des jours – il était tout simplement impossible de passer à cause de la quantité de neige. Nous descendions alors à l'école en luge. L'après-midi était consacré à des matchs de hockey sur un étang gelé à la lisière de la forêt. Quand j'en parle à mes enfants, j'ai l'impression de décrire une époque révolue. Pendant l'été caniculaire de l'année dernière, nous avons vu de nos propres yeux comment les glaciers des Alpes ont fondu et comment des ruisseaux autrefois vigoureux se sont amaigris. Le réchauffement climatique est aujourd'hui visible et entraîne des conséquences néfastes sur la nature et les êtres humains, en Suisse aussi.

L'avenir de notre planète inquiète, en particulier les jeunes, qui descendent en masse dans la rue pour protester. D'autres continuent de refouler le problème ou de rejeter toute responsabilité. Dans certains milieux politiques, il est de bon ton de s'en prendre aux activistes climatiques et de remettre en question leur crédibilité; se préoccuper du climat serait un luxe que seuls les « nantis » pourraient s'offrir, le reste du monde s'inquiétant de mettre suffisamment de nourriture dans son assiette. La quantité d'émissions de CO₂ économisée chez nous ne ferait aucune différence – le sort du climat serait décidé en Chine ou au Brésil, selon les personnes qui ne voient pas la nécessité d'agir malgré les scénarios catastrophes. Cette attitude méconnaît le fait que le Nord, riche, est lui-même à l'origine de la majeure partie du problème.

La sphère politique a le pouvoir d'éviter la catastrophe mondiale. En Suisse, les citoyen-ne-x-s peuvent intervenir à travers la démocratie directe. Par exemple en votant « oui » à la nouvelle loi sur les objectifs climatiques, qui vise à ramener à zéro les émissions de gaz à effet de

serre en Suisse d'ici 2050. Ou en exigeant des candidat-e-x-s au Parlement fédéral qu'ils s'engagent à protéger les bases de notre vie.

Le changement climatique est l'une des problématiques les plus brûlantes de notre époque en matière de droits humains. Des millions de personnes souffrent déjà des conséquences de catastrophes extrêmes aggravées par le changement climatique: de la sécheresse persistante en Afrique subsaharienne aux tempêtes tropicales dans le Sud-Est asiatique, les Caraïbes et le Pacifique, en passant par des inondations dévastatrices comme celles qui ont récemment frappé ce dernier.

Le changement climatique va accroître et aggraver les inégalités existantes dans le monde. Il menace les droits à la vie, à l'eau et à la nourriture. C'est pourquoi Amnesty International, en tant qu'organisation de défense des droits humains, s'engage pour la justice climatique.

La situation est alarmante, le temps est compté. Il faut un effort national et international pour sortir radicalement des énergies fossiles et changer nos habitudes. Nous avons perdu trop de temps en excuses, prétextant que ce n'était pas le moment d'agir ou que ce n'était pas de notre responsabilité. Commençons donc à balayer devant notre porte et exigeons un changement politique! I



L'espoir d'un nouveau

Elles sont partout, au centre du mouvement qui secoue l'Iran depuis septembre. C'est également par l'une d'elles, Jina Mahsa Amini, que tout a commencé. Depuis 44 ans, ce sont aussi les femmes qui paient le plus lourd tribut à la politique oppressive de la République islamique. Debout sur des voitures, cheveux au vent, elles sont devenues le symbole de la résistance à un système devenu obsolète. Et derrière elles, la jeunesse, la diaspora, les minorités ethniques et une partie considérable de la population iranienne se prennent à rêver de liberté.



© Getty Images

Le peuple dos au mur

Les images des manifestations en Iran ont fait le tour du monde. Mais comment expliquer le courage des manifestant-e-x-s qui continuent de lutter malgré une répression féroce? Entretien avec la journaliste Solmaz Khorsand. Propos recueillis par Manuela Reimann Graf

▷ **AMNESTY:** Les informations et les images d'Iran nous arrivent au compte-goutte. Où en est le mouvement contestataire ?

◁ **Solmaz Khorsand:** Jusqu'à la fin de l'année 2022, les gens étaient très actifs, mais depuis, c'est plus calme. Vu d'ici, on s'attend à voir des foules dans la rue, des poubelles en feu. En réalité, la résistance en Iran prend d'autres formes. Ainsi, on entend crier des slogans chaque nuit, on découvre de nouveaux tags sur les murs chaque matin.

▷ Où les gens trouvent-ils le courage de continuer à résister malgré les arrestations et les exécutions ?

◁ Les Iraniens vivent dans ce système répressif depuis 44 ans. Ils sont dos au mur, ils n'ont plus rien à perdre. Apparemment, cela leur donne ce courage, que j'admire beaucoup. Je trouve que les Occidentaux ont tort de dire «ça pourrait être nous». Nous ne savons pas ce que signifie vivre dans un système totalitaire. Nous sommes bien trop confortés dans

nos acquis démocratiques et notre liberté; nous ne connaissons plus les raisons profondes pour lesquelles les gens descendent dans la rue en Iran.

Ce n'est donc pas un hasard si les femmes afghanes ont été les premières à exprimer leur solidarité avec les Iraniennes. Elles ont tout de suite compris ce qui se passait en Iran – car elles-mêmes sont privées de liberté, elles ne peuvent plus aller à l'école et à l'université. Il faut selon moi différencier cette forme de solidarité de celle qui existe en Occident.

▷ En quoi la vague de manifestations actuelle est-elle différente des précédentes ?

◁ Cette fois-ci, l'élément déclencheur a été la mort de Jina Mahsa Amini, arrêtée par la police des mœurs parce qu'elle ne portait soi-disant pas correctement le *hijab*. La population iranienne, hommes et femmes confondus, peuvent s'identifier à cet événement. Les hommes voient leurs sœurs, leurs femmes et leurs amies embarquées et revenir traumatisées.

◀ Opprimée depuis des décennies par un régime théocratique, la population iranienne réclame un **changement fondamental du système.**

Ce qui est arrivé à Mahsa Amini n'est en fait pas extraordinaire en Iran –sauf que cette fois-ci, elle est morte sous les coups de la police.

Autre particularité: Mahsa Amini est Kurde. Depuis l'instauration de la République islamique, son ethnie a subi de la violence. C'est pourquoi ses membres se sont organisés et disciplinés dans leur résistance, plus que d'autres groupes. Ils ont acquis de l'expérience, notamment lorsque les villes kurdes ont fait l'objet d'attaques après la révolution de 1979 ou à nouveau lors de la guerre Iran-Irak.

Outre les Kurdes, d'autres ethnies marginalisées se battent, comme la population du Baloutchistan, la région la plus pauvre du pays. Là-bas, les forces de sécurité agissent de manière particulièrement dure. Elles tirent sans sommation – chose qu'elles ne peuvent pas se permettre aussi facilement à Téhéran.

Ce qui est particulier dans ces manifestations, c'est que les hommes et les femmes, mais aussi les différentes ethnies, descendent dans la rue côte à côte. La grande solidarité avec les habitants du Kurdistan et du Sistan-Baloutchistan est un phénomène unique.

▷ Les personnes qui descendent dans la rue ont-elles un objectif commun? Car il ne s'agit plus seulement de défendre les droits des femmes...

◁ Le but ultime est le renversement du régime. Il y a bien sûr aussi des revendications particulières, comme le droit à un salaire ou une pension décentes. La République islamique manque de tout, rien ne fonctionne. Elle échoue sur tous les fronts, sauf en ce qui concerne l'excès de violence, qu'elle gère sans problème. Et les Iraniens le savent bien. Le régime perd sa légitimité depuis des années et chaque vague de protestation entraîne la perte de sympathisants.

Bien sûr, il ne faut pas s'attendre à ce que le noyau dur des partisans rejoigne tout de suite les protestataires, mais il n'est pas exclu que cela arrive un jour. Surtout lorsque les enfants de l'élite au pouvoir qui participent également aux manifestations sont emprisonnés ou même tués, comme ce fut le cas lors du «mouvement vert» de 2009. De tels dérapages poussent les partisans du régime à changer d'avis. Mais cela ne se fait pas du jour au lendemain.

▷ Qui soutient encore le gouvernement actuel ?

◁ Les pères fondateurs de la République islamique ont conçu la Révolution comme un projet pour les pauvres. Ils ont fait beaucoup pour les classes inférieures, notamment en facilitant l'accès à l'éducation. Cette couche de la population a commencé à chuter dans la pauvreté dès 2017 avec la hausse du prix des denrées alimentaires, suivie de celle de

l'essence en 2019. Pour tenter de les garder dans son giron, la République islamique a augmenté les salaires de quelques postes clés. Ainsi, les forces de sécurité ont été augmentées de 20% dès le début des manifestations.

Les Gardiens de la révolution ne font pas seulement partie de l'appareil de répression et de pouvoir; ils contrôlent *de facto* l'économie. Ils savent que leur survie est liée à l'existence de la République islamique. C'est pourquoi ils s'accrochent au système par tous les moyens. Ils n'ont pas d'autre choix. Où pourraient-ils aller, vu les sanctions internationales? Et bien sûr, ils ont aussi peur. Ils se souviennent de ce qu'il s'est passé lors de la révolution de 1979: les dirigeants d'alors avaient été éliminés. C'est pourquoi l'élite veut éviter par tous les moyens un renversement du gouvernement. Les milieux de l'opposition en sont conscients. Ils plaident pour offrir aux partisans du régime une «porte de sortie» afin de les motiver à rompre avec la République islamique. Pour réussir une transition, il faut –même si c'est impopulaire– collaborer à un moment ou à un autre avec ceux contre lesquels on se bat. Mais il est également clair que les plus grands criminels ne doivent en aucun cas participer aux négociations.

▷ Que pouvons-nous faire pour aider les Iraniens-ne-x-s ?

◁ Beaucoup de gens sont déçus par le peu de sanctions prises par la communauté internationale contre les représentants du gouvernement iranien. Ils vivent en liberté et dans le luxe aux frais du peuple iranien, tandis que les Iraniens meurent dans la rue. En tant que journaliste, je souhaite que l'on continue à informer de manière rigoureuse et qu'il ne soit pas nécessaire de relayer des exécutions et rendre compte d'effusions de sang pour que le niveau d'attention reste élevé. Si les politiciens occidentaux tiennent à se montrer solidaires avec les manifestants, ils peuvent puiser dans les propositions formulées par les activistes. Ils pourraient ainsi s'engager à faciliter l'obtention de visas pour les Iraniens qui souhaitent faire venir des membres de leur famille. Ou coopérer avec les universités et inviter des étudiants, comme cela a été fait avec des universités en Ukraine. Il faudrait également mettre fin aux expulsions des demandeurs d'asile iraniens, car celles-ci ne sont définitivement pas un signe de solidarité. |



© Luita Puiu

Solmaz Khorsand est une journaliste et écrivaine autrichienne, de parents iraniens. Elle couvre l'actualité en Iran depuis 18 ans. Son essai, *Die iranische Verwandlung* (La métamorphose iranienne), a été récompensé en 2017.



© Carlo/Trappe/KEystone

La lutte des opprimées

Ces derniers mois, la population iranienne est descendue en masse dans les rues pour dénoncer la répression et militer en faveur de la liberté. En première ligne : les femmes. Un essai de Gilda Sahebi*

Elles jouent dans l'équipe nationale de basket. Elles sont actrices. Elles sont des femmes trans. Elles sont mères. Elles font du tir à l'arc ou de la grimpe. Elles sont chanteuses ou médecins. Étudiantes aussi. Partout en Iran, des femmes ont retiré leur voile pour revendiquer leur liberté et celle de toute la population iranienne. Elles ont fait ce geste en étant conscientes qu'elles pourraient être emprisonnées, violées, maltraitées ou tuées.

Le régime fait tout pour étouffer cette désobéissance civile. Les chauffeurs de taxis qui prennent dans leur voiture des femmes qui ne portent pas le foulard – le *hijab* –, ou ne le portent pas « correctement », reçoivent des SMS qui les menacent de sanctions. Les propriétaires de magasins ont désormais l'interdiction de servir les femmes non voilées. Faute de quoi le magasin peut être contraint de mettre la clé sous la porte.

Malgré toutes ces stratégies d'oppression, les femmes ne baissent pas les bras : beaucoup d'entre elles continuent de résister et à sortir en public sans leur *hijab*. Comme Taraneh Alidoosti, une actrice appréciée en Iran et connue à l'international. Très tôt, elle a montré son soutien au mouvement de contestation. En automne 2022, elle a publié sur Instagram une photo d'elle ne portant pas le foulard et brandissant une feuille avec l'inscription en kurde « Jin, Jijan, Azadi » (Femme, Vie, Liberté). Elle a été arrêtée en décembre. Lors de sa libération sous caution début janvier, on la voit sur des photos avec des proches et sa famille à sa sortie de prison. Taraneh Alidoosti n'y porte à nouveau pas de foulard. Une autre photo la montre tête découverte dans une voiture, faisant le signe de la victoire avec les doigts.

◀ Elles ont retiré leur voile, elles ont coupé leurs cheveux pour marquer leur opposition aux règles de la République islamique. **Les femmes jouent un rôle central** dans le soulèvement en Iran.

Les manifestations en Iran se concentrent actuellement sur certains anniversaires ou événements. Elles sont devenues plus organisées. Tout comme les activistes. Beaucoup de choses se passent en coulisses. Il existe notamment des réseaux auxquels participent spécifiquement les femmes. Elles collectent des informations sur les détenu·e·x·s politiques et les transmettent à leurs contacts ainsi qu'aux médias étrangers. Une façon de mettre en lumière la situation de ces personnes et – le peuple iranien le sait – de sauver des vies.

Activisme exacerbé | Dans la soirée du 8 janvier, plusieurs personnes se sont rendues devant la prison de Rajaei-Shahr, à Karadj : des informations laissaient entendre que deux jeunes hommes récemment condamnés à mort, Mohammad Ghobadlou et Mohammad Boroughani, pourraient être exécutés le lendemain matin. La mère de Mohammad Ghobadlou s'est tenue devant la foule et a prononcé un discours poignant sur l'injustice dont son fils est victime. De tels engagements de la part de proches rappellent les « mères de Khavaran ». Après le massacre des détenu·e·x·s politiques dans les années 1980, c'est grâce à leur engagement et leur résistance contre le régime que le pouvoir en place n'a plus pu cacher au monde les exécutions de masse.

Depuis la mi-septembre, circulent des vidéos, photos et rapports en provenance d'Iran, qui remettent en cause le regard occidental sur les femmes musulmanes dans des pays comme l'Iran, l'Afghanistan ou l'Irak. Sous l'influence des clichés et préjugés, les femmes musulmanes sont habituellement représentées comme des personnes faibles et soumises.

Qui entretient des liens avec la région, voit totalement autre chose : les réseaux de femmes, leur force et leurs luttes quotidiennes. En Iran, cela ne se fait plus de façon cachée : les femmes se battent ouvertement contre la répression. Et elles ne luttent pas seules. À leurs côtés, des hommes, la communauté LGBTQIA+, des Kurdes, des Baloutches, des Sunnites, des personnes afghanes et d'autres minorités opprimées depuis des décennies dans la République islamique. Une femme de Téhéran, qui participe aux manifestations depuis le début, partage ses observations : « Tout le monde est dans la rue et les femmes sont en tête de file. Tous les regards convergent vers elles, car ce sont les meneuses. C'est incroyable ! »

La misogynie comme doctrine d'État | Pour se rendre compte de l'ampleur de la résistance, il est primordial de comprendre l'oppression qui pèse sur les femmes en Iran. Légalement, elles ne valent que la moitié d'un homme. Au tribunal, deux femmes doivent comparaître pour égaler

le témoignage d'un homme. Les femmes ne peuvent pas divorcer facilement, les hommes ont la garde des enfants. Les femmes ne peuvent ni chanter ni danser en public, elles doivent se voiler et se plier aux règles vestimentaires.

Ces règles en disent long sur la place des femmes dans la société. L'ayatollah Sadeq Shirazi a déclaré : « Dieu a créé trois types d'animaux. D'une part, ceux créés pour transporter les hommes, comme les chevaux et les chameaux. Le deuxième type est celui qui a été créé pour nourrir les hommes, comme les moutons, les chèvres et les vaches. La dernière espèce est celle des femmes. Comme les moutons, les chèvres et les vaches, elles ont été créées pour que les hommes puissent les utiliser. Dieu a donné à ces animaux l'apparence de femmes afin que les hommes n'aient pas à les craindre. » Shirazi n'est pas n'importe qui : c'est une figure influente et respectée en Iran. Son regard misogyne et méprisant sur les femmes est représentatif du discours des fondamentalistes religieux ; il est devenu une doctrine d'État.

Lorsque les femmes revendiquent des droits fondamentaux, elles sont traitées de « dévergondées », de « prostituées ». Considérées comme des objets, les femmes sont exposées à une violence sexuelle systématique. Les hommes apprennent qu'ils peuvent violer et assassiner des femmes sans craindre des conséquences. Pour les Gardiens de la révolution, le discours sur le droit à la liberté et les valeurs universelles est importé de l'Occident et reflète une morale sexuelle dépravée. Des comportements qui doivent être punis.

Pendant des décennies, les dirigeants iraniens et tous les membres du pouvoir ont pu cacher leur misogynie aux yeux du monde. Ils étaient considérés comme des interlocuteurs reconnus, faisant partie de la communauté internationale. Cette époque est désormais révolue.

C'est cette logique perverse que les hommes dénoncent, en scandant eux aussi « Femme, Vie, Liberté ». Car ils savent bien que le degré de liberté des femmes détermine le degré de liberté de tous. C'est pourquoi les hommes, qui sont les bénéficiaires directs du patriarcat, participent également à la lutte. Ainsi, une vidéo qui s'est rapidement répandue sur les réseaux sociaux montre un homme qui se promène dans les rues avec un bouquet de fleurs et offre une fleur à chaque femme qui ne porte pas le foulard en disant : « Merci de rendre la ville plus belle avec tes cheveux. » Beaucoup d'hommes l'ont compris : les droits des femmes sont des droits humains. |

*Gilda Sahebi est une journaliste, écrivaine et médecin germano-iranienne, installée à Berlin. Experte en matière de droits humains au Moyen-Orient et de la situation des femmes en Iran, elle travaille pour différents médias, dont ARD et Der Spiegel.



© AICH

Suisseuses solidaires

Malgré une communication rendue difficile par la censure et les coupures d'internet, une association s'est fixé pour objectif de soutenir le combat pour la liberté des femmes et du peuple iranien depuis la Suisse. Rencontre. Propos recueillis par Jean-Marie Banderet

«**N'**ayez pas peur, nous sommes tous ensemble!» Moins connu en Suisse que «Femme, Vie, Liberté», ce slogan qui résonne dans les rues des villes iraniennes illustre pourtant l'état d'esprit de la population qui se soulève contre la répression politique. C'est particulièrement vrai pour la jeunesse, analyse l'avocate genevoise Mitra Sohrabi. «L'accès de la jeunesse iranienne à l'information, notamment celle véhiculée sur les réseaux sociaux, offre une alternative à la propagande de la République islamique qui 'lobotomise' celles et ceux qui sont nés sous le régime.»

Profil de femme stylisé sur le devant, illustration de manifestantes tirée d'une BD de Marjane Satrapi sur l'arrière, le T-shirt qu'elles arborent toutes affiche leur soutien aux Iraniennes. Elles sont six femmes, Suisseuses d'origine iranienne –à l'exception d'une–, à être venues parler de leur engagement pour l'Iran dans les bureaux d'Amnesty à Genève. Six esprits acérés et complices qui animent une discussion passionnée. «Nous avons toutes été choquées par le crescendo sanguinaire des Gardiens de la révolution. Marquer notre soutien depuis la Suisse s'est imposé comme une évidence.» En quelques mois, Mercedes Novier, Leila Delarive, Patricia Bally, Tatiana Daneschwar Roux, Mitra Sohrabi et Isabelle Peillon ont su se faire une place sur les ondes de la RTS, dans les colonnes du *Temps*, de *Blick* et jusque dans la *NZZ*. Tout remonte à octobre dernier, lorsque les deux premières fondent *Zan, Zendegui, Azadi Suisse* (Femme, Vie, Liberté en persan), une association pour soutenir et renforcer les droits des femmes en Iran et ailleurs. Helvétique, féministe, apolitique et sans affiliation religieuse, la jeune structure qui compte aujourd'hui quelque 150 membres a l'intention de

faire bouger les lignes de la politique étrangère suisse. Et quel meilleur moyen d'attirer l'attention des parlementaires que de mobiliser l'opinion publique en faisant du bruit dans les médias? Les six femmes ont récemment interpellé le Conseil fédéral. Elles espèrent que d'ici fin mars, à la suite de la prochaine session parlementaire, la diplomatie helvétique se sera alignée sur les sanctions prises par l'Union européenne.

Les membres de la jeune association se sont rapidement bâti une solide légitimité grâce à une recette complexe: «pas de lutte d'égo, une complémentarité entre nos domaines de compétence (droit, communication), des liens familiaux et culturels forts avec l'Iran et une très grande rigueur dans notre travail, 'par peur d'être prises en défaut'», explique Patricia Bally. Il y a également chez elles une connaissance profonde et un amour de l'Iran, de sa culture, transmis par leurs familles respectives. Un attachement à la culture préislamique partagé par bon nombre de personnes d'Iran et de la diaspora. «En 1979, même Khomeini n'a pas osé interdire les fêtes zoroastriennes», souligne Mitra Sohrabi. Le mouvement contestataire actuel puise lui aussi dans ce passé pour remettre en cause les fondements de la République islamique.

Outre le plaidoyer et la présence dans les médias, l'association participe à l'organisation de manifestations –la dernière en date, le 24 novembre à Genève, a réuni plusieurs centaines de personnes. Une exposition ainsi qu'une conférence devraient également bientôt voir le jour à Lausanne et à Genève. Le collectif est aussi très actif sur les réseaux sociaux via une chaîne de solidarité digitale pour soutenir la jeunesse iranienne et faire écho à ses revendications.

«En quelques mois, les six membres du comité de l'association *Zan, Zendegui, Azadi Suisse* se sont fait une place de choix dans le paysage médiatique romand.

Communication verrouillée | Coupures régulières d'internet, communications téléphoniques sur écoute, messageries surveillées: les échanges avec la famille ou les proches en Iran sont extrêmement limités. «Ma mère s'est rendue sur place après le 16 septembre, raconte Leila Delarive, qui a quitté le barreau pour créer une plateforme de publicité digitale. Nous n'avions que quelques minutes par jour pendant lesquelles WhatsApp fonctionnait. Je vous laisse imaginer l'angoisse d'être sans nouvelles d'un parent proche plongé dans ce contexte.» Impossible de s'informer directement auprès de ses connaissances au pays. Mercedes Novier, avocate dans le canton de Vaud, ajoute:

«Beaucoup n'osent pas dire grand-chose au téléphone, par peur de représailles sur les membres de leur famille.» De toute façon, la plupart des personnes qui vivent sur place ignorent tout de ce qui se passe réellement, à moins que ce soit devant chez elles: le régime verrouille tous les médias officiels. Ne restent comme sources d'information fiables que les quelques agences de presse iraniennes à l'étranger. Et encore, seulement celles qui font un *fact-checking* rigoureux et protègent leurs sources correctement. Quant aux vidéos tournées par des «journalistes citoyens» sur les réseaux sociaux, beaucoup sont interceptées par la censure de la République islamique.

Et «dans l'autre sens»? Mercedes Novier raconte ces messages reçus de femmes vivant en Iran qui avaient vu sur Instagram les images de la manifestation organisée sur la place des Nations: «Elles étaient étonnées de la foule qui était venue soutenir leur pays. Elles nous remerciaient pour nos actions et essayent de nous suivre sur les réseaux.» Même lacunaires, les messages de soutien en provenance de la diaspora participent à l'endurance du mouvement de contestation, qui dure depuis septembre 2022. «C'est particulièrement vrai pour la jeunesse iranienne, hyper connectée, qui se retrouve confrontée au 'clash' entre ce qu'elle vit au quotidien sous le régime et ce qu'elle voit du monde extérieur via les réseaux sociaux», analyse Tatiana Daneschwar Roux.

Entre les deux, un troisième acteur, extrêmement puissant, tente de briser les liens entre les Iraniens et leurs contacts à l'étranger: le ministère du renseignement. Les services secrets iraniens sont très développés et suréquipés. Mais surtout, ils n'ont pas de limites: le «Vaja» est placé sous l'autorité directe du Guide suprême de la Révolution, et échappe

donc à tout contrôle juridictionnel. En plus des écoutes téléphoniques et de la surveillance des communications en ligne, le renseignement iranien a régulièrement recours à l'infiltration. De nombreuses organisations opposées à la République islamique en ont fait les frais, en Iran comme à l'étranger. Un rapport du Service de renseignement de la Confédération (SRC) datant de 2020 pointait du doigt l'activité des services secrets iraniens. Le SRC a également constaté une intensification de

l'activité iranienne depuis l'automne dernier, selon les informations recueillies par la télévision allemande SRF. Consciente de ce danger, *Zan, Zendegui, Azadi Suisse* préfère recruter ses membres parmi son réseau, mais aussi au

niveau local. Elle est aujourd'hui composée en grande majorité de Suisse-sse-x-s. Les services secrets n'hésitent pas non plus à menacer les personnes jugées trop critiques. Le 24 janvier, le 19h30 de la RTS révélait que les intimidations contre des membres de la diaspora iranienne de Suisse qui avaient déclaré publiquement leur soutien aux manifestations étaient en forte hausse.

Déterminées à ne rien lâcher | Depuis 1979, la République islamique a connu plusieurs vagues de protestation. Et les Gardiens de la révolution ont à chaque fois écrasé ces mouvements avec une extrême brutalité. Jusqu'à présent, le régime s'est maintenu en faisant régner la terreur. Faut-il alors s'attendre à ce que la révolte catalysée par la mort de Jina Mahsa Amini subisse le même sort que celles de 2019 ou de 2009? «Non», répondent les activistes. Entre autres car cette même jeunesse qui est à l'origine du mouvement est prête à tout. Car le pays est en banqueroute: plus de 60% de la population, la majorité ayant fait de hautes études, vit en dessous du seuil de pauvreté. L'Iran manque d'eau. Les infrastructures énergétiques et le système de santé ne fonctionnent pas correctement. Le bilan écologique est catastrophique. Selon Mitra Sohrabi, «à la différence de 2009 –où l'enjeu était de choisir entre conservateurs et modérés–, c'est aujourd'hui l'existence même de la République islamique qui est rejetée.» Elle observe également que la diaspora et la jeunesse iranienne sont unies dans leur désir de renverser le gouvernement. Reste encore à se mettre d'accord sur une figure unique –le fils du Shah pourrait se profiler– pour prendre les rênes du pays pendant la période de transition. Une chose est sûre, elles n'abandonneront pas. «Notre combat s'arrêtera le jour où nous fêterons la chute de la République islamique sur la place de la liberté à Téhéran.» |

L'appel de la liberté

La discrimination contre les Kurdes va très loin en Iran. Sans surprise, les membres de cette ethnie sont en première ligne pour manifester contre le gouvernement iranien. Par Hêlîn Dirik*

«**F**emme, Vie, Liberté!» Le slogan retentit dans les manifestations en Iran. Il est devenu l'hymne d'une révolte féminine. Cet appel vibrant à la justice trouve son origine au Kurdistan, lieu de naissance et moteur de la révolution actuelle en Iran. Le soulèvement national qui secoue l'Iran a été déclenché par la mort d'une jeune Kurde : Jina Mahsa Amini. La jeune femme de 22 ans est morte le 16 septembre en garde à vue, après avoir été gravement maltraitée par la police des mœurs iranienne. Lors de ses funérailles à Seqiz, sa ville natale, des milliers de personnes se sont rassemblées pour protester contre le gouvernement iranien. Elles scandaient toutes «Jin, Jiyan, Azadi» (en français : Femme, Vie, Liberté), un slogan qui a depuis fait le tour du monde.

Une tradition de résistance | Le slogan *Jin, Jiyan, Azadi* est issu du mouvement de libération kurde qui lutte depuis plus de 40 ans contre l'exploitation et l'oppression par la Syrie, l'Irak, la Turquie et l'Iran, ainsi que pour la libération des femmes. Le slogan s'est également popularisé lors de la révolution des femmes dans le Rojava, au nord de la Syrie, où les YPJ, ces unités de défense des femmes, ont combattu l'État islamique. Sana, une activiste originaire de Kirmaşan, au Kurdistan, s'étonne de sa propagation rapide dans les récentes manifestations. «Je n'aurais jamais cru que *Jin, Jiyan, Azadi* deviendrait un slogan révolutionnaire. En Iran, les femmes n'ont aucun droit et aucune voix. Il est étonnant d'observer que certains pans de la société iranienne, qui étaient jusqu'à présent toujours contre nous, entonnent désormais ce slogan.» Elle voit dans les soulèvements au Kurdistan le potentiel d'influencer de manière déterminante l'avenir de l'Iran.

Pour Sanaz, une militante kurde de 30 ans originaire de la ville de Seqiz, les trois mots de ce slogan contrastent radicalement avec l'oppression culturelle, économique et politique exercée par l'État iranien. Les Kurdes sont particulièrement discriminé·e·x·s en Iran –leur langue est *de facto* interdite; les dépenses de l'État sont nettement plus faibles dans les régions kurdes que dans les autres provinces. Même les noms kurdes sont mal vus. Ainsi, Jina Mahsa Amini n'a pas pu utiliser son nom kurde : Jina.

La résistance contre cette discrimination remonte à la nuit des temps. En Iran, les Kurdes sont organisé·e·x·s politiquement depuis des décennies. Déjà sous le règne de la dynastie des Pahlavis, les Kurdes étaient opprimé·e·x·s et ont pris les armes.

Les dirigeants à Téhéran n'hésitent pas à taxer de séparatistes les Kurdes, qui représentent environ 10% de la population du pays. La brutalité avec laquelle les gouvernements iraniens successifs ont agi dans le passé contre les voix critiques –comme par exemple après la Révolution islamique



Du fait de sa présence à cheval entre l'Irak, l'Iran, la Turquie et la Syrie, la population kurde a développé une tradition de la résistance.

de 1979 – n'ont pas suffi à éteindre l'élan des manifestations qui ont suivi la mort de Jina Mahsa Amini. Les autorités iraniennes étaient bien conscientes du potentiel de cette tradition de résistance de la population kurde. Elles ont donc tenté d'empêcher une cérémonie publique censée avoir lieu avant l'enterrement de Jina Mahsa Amini, par peur de manifestations de masse. Le gouvernement n'a, malgré les menaces, pas pu arrêter le soulèvement.

Le centre de la révolution s'est déplacé dans les régions kurdes et la province du Sistan-Baloutchistan, dans le sud-est du pays. Des régions dans lesquelles règne une grande pauvreté, et où la majorité de la population appartient à la minorité sunnite. Dans les rues des villes kurdes comme Mahabad, Sanandaj ou Bukan, la population s'oppose avec détermination aux forces de sécurité depuis des mois. Des grèves ont lieu chaque semaine et des groupes de jeunes révolutionnaires se forment dans de nombreux quartiers. Des slogans tels que «Le Kurdistan sera la tombe des fascistes» fleurissent dans de nombreuses vidéos partagées sur Twitter.

La répression traverse les frontières | Le gouvernement fait preuve d'une extrême violence à l'encontre de quiconque est perçu comme activiste. Selon le *Kurdistan Human Rights Network*, plus de 120 manifestant·e·x·s kurdes ont été tué·e·x·s par les forces de sécurité iraniennes depuis le début des manifestations.

Dans la ville kurde de Bukan, les forces de sécurité ont ouvert le feu sur les manifestant·e·x·s qui avaient occupé la mairie et plusieurs bâtiments gouvernementaux en novembre. Les effectifs militaires sont renforcés dans les villes kurdes. La répression s'est également intensifiée après des manifestations organisées le 31 décembre dans la ville de Javanrud, donnant lieu à l'enlèvement d'au moins 40 Kurdes, selon l'organisation de défense des droits humains *Hengaw*.

Mais la répression du gouvernement iranien contre les Kurdes ne se limite pas à l'intérieur du pays. Le 24 septembre, alors que la population de la ville frontalière kurde de Şino avait réussi à chasser temporairement les forces de sécurité, le Corps des Gardiens de la révolution iranienne a commencé à bombarder des bases de partis kurdo-iraniens qui avaient trouvé refuge au sud du Kurdistan irakien. Dans la ville irakienne de Koya, un groupe de réfugié·e·x·s d'Iran a également été touché. Des membres des partis, leurs proches, des civil·e·x·s et des journalistes ont été tué·e·x·s lors de ces attaques répétées.

Depuis des décennies, les autorités de Téhéran présentent toute organisation kurde comme un complot terroriste et séparatiste. Les Kurdes d'Iran sont régulièrement arrêté·e·x·s, condamné·e·x·s à mort et exécuté·e·x·s sur la base de ces accusations. L'affirmation récente de l'ayatollah Ahmad Khatami selon laquelle le kurde est «la langue officielle de l'enfer» souligne la position anti-kurde des mollahs de Téhéran.

Les partis kurdes ont considéré les attaques dans le sud du Kurdistan comme une manœuvre visant à empêcher que le soulèvement ne prenne de l'ampleur. En outre, Téhéran veut ainsi détourner l'attention du fait que la révolte contre le gouvernement islamique ne se limite pas aux régions kurdes. Selon Sanaz, «le régime a peur que les populations d'autres parties du pays prennent exemple sur le Kurdistan, qui a toujours été une source d'idées progressistes et révolutionnaires».

La répression n'a toutefois pas freiné la solidarité multi-ethnique qui a balayé le pays après la mort de Jina Mahsa Amini. Et c'est bien un slogan kurde qui est devenu le mot d'ordre d'une nouvelle génération en Iran, qui réclame avec véhémence un changement politique. |

* D'origine kurde alévie, Hêlîn Dirik est journaliste. Elle vit et écrit en Allemagne et en Italie.

Tradition de l'impunité

Les violations des droits humains sont rarement sanctionnées en Iran; des anciens bourreaux occupent même des postes clés du pouvoir. Une commission d'enquête de l'ONU suscite l'espoir. Par Natalie Wenger

L'image de Jina Mahsa Amini, décédée sous la garde de la police, a fait le tour du monde. Les responsables présumés de sa mort – des membres de la police des mœurs iranienne – sont toujours en liberté. Aucune enquête indépendante n'a été menée sur les circonstances de sa mort.

L'impunité est très répandue en Iran. Et elle n'a rien de nouveau. « Souvent, des acteurs étatiques haut placés sont impliqués dans les violations des droits humains », explique Nassim Papayianni, responsable de campagne au sein de l'équipe iranienne d'Amnesty International. Ainsi, en 1988, des agents pénitentiaires avaient collaboré avec des « commissions de la mort », responsables de disparitions ou d'exécutions extrajudiciaires de milliers de personnes dissidentes. Plus de 30 ans après, les survivant-e-x-s attendent toujours que justice soit faite. Les autorités iraniennes ont ignoré les demandes répétées de la communauté internationale d'ouvrir des enquêtes pénales et ont tenté de détruire les preuves de leurs crimes.

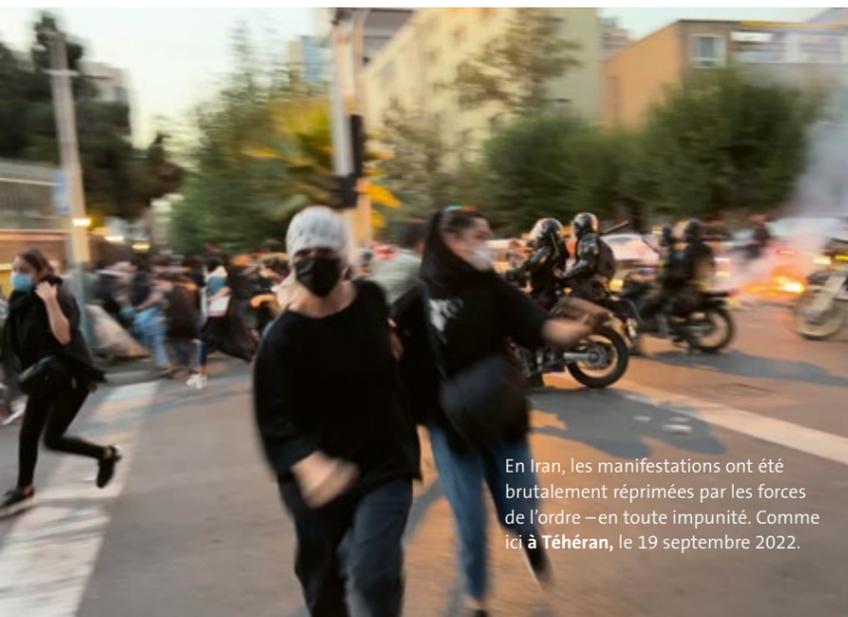
De nombreux responsables de l'époque occupent toujours des postes clés du pouvoir. Un schéma qui « facilite la répétition des crimes contre l'humanité », selon Nassim Papayianni. En 2021, par exemple, Ebrahim Raïssi a été nommé président de l'Iran, et ce sans avoir fait l'objet d'une enquête pour son rôle dans le cadre des exécutions de masse de 1988.

Pas de justice indépendante | Les principes de l'État de droit et de la séparation des pouvoirs sont systématiquement bafoués en Iran, ce qui empêche toute obligation de rendre des comptes. « Le système judiciaire manque d'indépendance, la liberté des avocats est compromise et les détenus se voient refuser l'accès à une assistance juridique jusqu'à ce qu'un jugement soit rendu », déclare Nassim Papayianni. « Les tribunaux acceptent systématiquement comme preuves les aveux obtenus sous la torture. »

Les autorités iraniennes répriment fréquemment avec brutalité les personnes qui dénoncent les dérives étatiques. Fin septembre 2022, une fuite révélait que de hauts responsables de l'État avaient ordonné aux forces armées de sévir sans relâche contre les manifestant-e-x-s, même au prix de vies humaines. Entre septembre 2022 et février 2023, 527 activistes ont été tué-e-x-s et plus de 19 600 autres ont fait l'objet d'arrestations, selon les organisations de défense des droits humains.

Les responsables n'ont pas encore été amenés à rendre des comptes. Le gouvernement rejette avec véhémence les conclusions des expert-e-x-s de l'ONU et des organisations de défense des droits humains. Mais la communauté internationale ne pouvait pas rester les bras croisés : le 24 novembre dernier, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a adopté une résolution pour la création d'une commission d'enquête – une décision historique qui a notamment pu voir le jour grâce à la pression d'Amnesty International. Cette commission a pour mission de documenter les violations des droits humains commises en Iran dans le cadre des manifestations qui ont éclaté en septembre 2022, ainsi que de collecter et de préserver les preuves en vue de futures procédures judiciaires.

Depuis 2018, Amnesty International se bat pour la mise en place d'un mécanisme international indépendant, impartial et efficace pour lutter contre l'impunité. « Nous espérons que la création de la mission d'enquête marquera un changement fondamental dans l'approche de la communauté internationale pour lutter contre la crise de l'impunité systématique en Iran », aspire Nassim Papayianni. Elle espère que la commission d'enquête sera mise en place sans délai. « Nous ne pouvons plus laisser la population iranienne seule. L'impunité doit cesser maintenant. » |



En Iran, les manifestations ont été brutalement réprimées par les forces de l'ordre – en toute impunité. Comme ici à Téhéran, le 19 septembre 2022.



Au milieu des bombardements, la vie de la population ukrainienne suit son cours. Dans le Donbass, des soldats ukrainiens croisent deux adolescentes, qui apportent des fleurs pour célébrer un anniversaire.

Au plus près de la guerre

Il y a un an, la journaliste Maurine Mercier faisait ses bagages pour s'installer à Kyiv. Mais que signifie vivre dans un pays en conflit en tant que reporter de guerre ? Rétrospective. Par Maurine Mercier*

Le 24 février 2022, lorsque Vladimir Poutine tente de s'emparer du pays tout entier, je suis comme tout le monde, saisie. Très vite, je repense aux *babouchkas*, à ces grands-mères rencontrées en 2014, à Donetsk. Elles sont contraintes de rester dans une ville en ruine, abandonnées à leur sort. Le monde entier les avait oubliées. Moi aussi. Oubliés aussi, les mois passés dans le Donbass, les petites maisons écrasées par les bombardements incessants, les bruits d'explosion, la terre qui tremble. Les Ukrainiens de la capitale et des grandes villes de l'ouest avaient parfois voulu chasser de leur esprit ce conflit enlisé, parfois lointain. Depuis le 24 février, tous sont devenus ces « grands-mères de Donetsk ».

Après 6 ans en Afrique du Nord, à raconter notamment la guerre en Libye, je décide d'emménager en Ukraine. Non pas pour couvrir une nouvelle guerre, mais pour continuer à couvrir celle que j'avais vu naître 8 ans auparavant.

En novembre 2014, dans les rues résidentielles de Donetsk, des combats de rue viennent s'ajouter aux tirs de l'artillerie. Au volant, Yuri, la quarantaine : « Il faut bien que je travaille, j'ai un enfant à nourrir. » C'est lui qui a accepté de m'emmener dans ces quartiers où les observateurs de l'OSCE ne veulent plus se risquer parce que trop risqué. Yuri a ce réflexe : il lâche ses mains du volant et engage une marche arrière

d'une rapidité qui surprendra jusqu'à sa « vieille bagnole », que personne n'aurait pensé encore capable d'un tel exploit. Yuri vient de nous extirper d'une mauvaise passe. « Ce sont des Russes ! », lâche-t-il, le souffle court. Dans une petite rue, au beau milieu de civils pris au piège, des soldats ukrainiens face à d'autres soldats, bien mieux équipés. La Russie fait mine de n'engager aucun Russe dans la guerre du Donbass. Quelques années plus tard, je réaliserai que nous y avons rencontré les milices de Wagner.

Je n'ai pas l'habitude de parler de moi. Mon métier, c'est de faire parler ceux qui subissent la guerre. Vivre dans un pays en guerre, c'est tenter de mettre en

lumière ces vies qui ont basculé. C'est aussi se heurter à l'impossibilité de couvrir la guerre des deux côtés, alors qu'il le faudrait. Mais la Russie n'accorde pas de visas aux journalistes étrangers.

Vivre dans ce pays en guerre, l'Ukraine, c'est voir une population se mobiliser comme un seul homme. Ici, depuis longtemps, on a appris à ne pas compter sur l'État, «souvent inefficace» et «corrompu». Dès les premières heures, les citoyens ont organisé une aide humanitaire plus efficace et rapide que l'aide étatique. Ils récoltent des fonds et importent tout, jusqu'à de l'armement pour leurs soldats sur le front.

Vivre en Ukraine, c'est voir cette résistance, cette résilience, mais ce traumatisme collectif aussi, qui s'abat en février sur 42 millions d'habitants. Il faudra plusieurs mois pour que je voie les Ukrainiens enfin s'autoriser à pleurer. À lâcher prise. À rire aussi. Parce que pour tenir, il faut pleurer et rire. En ce début de nouvelle année, dans un restaurant de Kyiv, des humoristes défilent sur une petite scène. Rire du pire, de la guerre aussi. La salle entière rit aux éclats. Aujourd'hui, en Ukraine, jusqu'au centre-ville de la capitale, tout le monde est touché par la guerre. Chacun a des proches engagés sur le front. Chaque cimetière doit creuser déjà les tombes pour les prochains soldats qui tomberont.

Vivre comme correspondante en Ukraine, c'est tenter de pénétrer le plus rapidement possible dans ces villes tout juste libérées, y recueillir des témoignages, durant des jours, de personnes traumatisées. Boutcha, Irpin, Kherson. Découvrir des villes aux bâtiments éventrés. Recueillir la parole de ces civils qui parfois, épuisés, vous disent: «Que ce soient les Ukrainiens ou les Russes qui l'emportent, je m'en fiche. Je n'en peux plus, je veux juste que la guerre se termine.»

Être reporter dans un pays en guerre, c'est devoir faire face. Aux cadavres de civils qui jonchent le sol, comme

à Boutcha; aux corps des soldats sur les champs de bataille minés que l'on retrouve parfois des mois après, comme à Kherson. C'est voir ces images qu'on préférerait ne jamais voir.

Mais vivre dans un pays en guerre, c'est aussi pouvoir mieux cerner ces zones grises, multiples. Dans la ville de Mykolaev, un soldat ukrainien écoeuré explique: «Oui, ce sont des Ukrainiens qui balancent les coordonnées de nos planques à l'armée russe pour nous bombarder. Oui, nous sommes bien obligés d'utiliser les écoles, ainsi que tous les espaces publics suffisamment vastes. Parce que nous ne pouvons pas dormir dehors. Que feriez-vous d'une brigade de 250 hommes? Il nous faut des locaux pour nous cacher, des cuisines pour se faire à manger.» À Mykolaev, les enfants doivent étudier à distance depuis le début de la guerre, les écoles sont souvent transformées en casernes. «Regardez cette école. Heureusement les services de renseignement ont pu nous alerter avant qu'on ne se fasse bombarder». Ce sont les voisins, fatigués de voir des militaires se cacher à proximité qui les ont «balancés».

Vivre dans un pays en guerre, comme journaliste, c'est monter ses sujets parfois à trois heures du matin, parce que l'électricité est revenue tard dans la nuit seulement. C'est être réveillée en sursaut par des bruits sourds d'explosion. Puis, se ruer sur son téléphone, explorer comme tous les Ukrainiens les fils Telegram pour tenter de cerner où les bombes sont tombées, savoir s'il y a des victimes.

Être dans un pays en guerre, c'est souvent être en état d'hypervigilance. Lulia, 25 ans, comme tant d'autres Ukrainiens, a dû se résigner à prendre des anxiolytiques. «Je ne dormais plus. Je croyais entendre les sirènes et allais réveiller mes parents pour qu'ils se mettent à l'abri. Je n'étais plus moi-même, je devenais parfois agressive. J'ai dû appeler une psy pour lui dire: aidez-moi!»

Vivre dans cette Ukraine en guerre, c'est trouver des montagnes d'avocats et de litchis dans les supermarchés de la capitale, les derniers téléphones portables... Les chaînes d'approvisionnement fonctionnent pratiquement comme avant. Mais c'est voir aussi un militaire s'agenouiller devant sa petite fille de 2 ans à la gare de Kyiv pour lui dire au revoir. Et se demander si ce père reviendra.

Tous les Ukrainiens font désormais face à ce qui, durant 8 ans, se résumait au «conflit du Donbass». Tous ont dû apprendre à vivre avec la guerre, «parce qu'on n'a pas le choix», résume Inna, interprète. Olga a 9 ans. Après la pandémie, la guerre, elle doit suivre ses cours à distance depuis bientôt 3 ans. Elle m'explique: «Papa est à la guerre. J'ai peur pour lui. Mais je lui envoie des messages. J'ai juste peur qu'il les lise au mauvais moment et que cela le déconcentre...», Olga braque sa petite main transformée en pistolet sur sa tête pour bien me faire comprendre, «... et PSHHHHHH, qu'il se fasse tuer».

En un an, j'ai déjà perdu 2 amis. Imaginez combien en ont perdu ceux qui vivent ici depuis toujours.

C'est tout cela vivre en Ukraine comme journaliste. |



*Maurine Mercier est correspondante pour la RTS et d'autres médias francophones à Kyiv. Lauréate l'année passée du prestigieux Prix Bayeux Calvados-Normandie des correspondants de guerre et du Prix Jean Dumur, elle a couvert la guerre en Ukraine sur le terrain et porte un regard profondément humain sur ce conflit et ses protagonistes.

Un espace de partage libérateur

À Renens, les «Lionnes» ont ouvert une maison pour accueillir des femmes en situation de précarité et sans-abri. Reportage dans les locaux d'un collectif basé sur l'expérience des pairs.

Par Jean-Marie Banderet et Olalla Piñeiro Trigo

«Si t'arrives à faire une seule nuit dehors à Lausanne sans qu'on te demande des services sexuels ou qu'on tente de t'agresser, c'est un miracle.» Fanny, la vingtaine, sait de quoi elle parle. Comme la plupart des autres Lionnes présentes au «café du jeudi» qui se tient aujourd'hui sur la terrasse, malgré le froid qui a fait son apparition, elle a fait l'expérience de la rue. Assises en cercle entre la maison et le potager dont elles s'occupent, Gaby, Cléo, Fanny et Fanni prennent tour à tour la parole. Café, cigarettes et mandarines rythment les échanges. «On se reconnaît dans les

histoires des autres. Quand on est au fond du trou, on a besoin de soutien», révèle Fanny.

Les Lionnes, c'est un collectif exclusivement composé de femmes touchées par la précarité, sans-abri ou qui ont déjà vécu dans la rue. Tout a démarré en 2019, dans le cadre de discussions sur les hébergements d'urgence menées par la commune de Renens, dans le canton de Vaud. Un groupe de réflexion s'est créé, composé de membres de la municipalité, de travailleuses sociales de la Fondation Le Relais ainsi que de Caritas, et de personnes concernées.

Leur *leitmotiv*: créer un lieu de solidarité et d'intégration destiné aux femmes. «Les hébergements d'urgence vaudois, largement mixtes, ne sont pas adaptés aux besoins de cette population. Bien souvent elle ne s'y sent pas en sécurité», explique Patricia Fontannaz, l'une des travailleuses sociales hors murs qui accompagnent le projet. Selon les chiffres officiels de la Ville de Lausanne, l'agglomération offre 250 places d'hébergement pendant la période hivernale. Deux lieux d'accueil disposent respectivement de 11 et 9 lits réservés pour les femmes.



Chaque jeudi, les Lionnes offrent un espace de parole aux femmes qui vivent (ou ont vécu) dans la rue et à celles en situation de précarité.

Par et pour les femmes | C'est ainsi que cette ancienne habitation, nichée au cœur d'un quartier résidentiel de Renens, s'est transformée en maison pensée pour les femmes. Toutes celles qui s'y retrouvent ont appris son existence par le bouche à oreille. Le rez est destiné aux activités de l'association. On y trouve une grande table de réunion, des sofas, un espace friperie, une salle d'informatique pour l'envoi d'e-mails ou la rédaction de CV, une petite cuisine et des toilettes. C'est là que se discutent les projets d'animation tels que des ateliers de couture, des groupes de parole ou la mise à disposition de protections hygiéniques gratuites. Le collectif a aussi créé un potager en permaculture; dehors, les plantes et herbes aromatiques poussent en abondance et chacune peut se servir.

À l'étage, cinq chambres et une pièce de vie commune, décorées de meubles scandinaves et fonctionnels, sont mises à disposition de femmes qui n'ont pas d'autre endroit où aller. «Nous logeons des femmes en difficulté financière pour une durée de six mois renouvelable», explique un travailleur social de Caritas, qui s'occupe de la réinsertion des bénéficiaires. En échange d'un loyer de quelques centaines de francs, elles y trouvent une adresse postale, souvent indispensable pour se régulariser. Mais surtout, un endroit où poser leurs valises et souffler un instant. Une sorte de «tremplin» qui permet de stabiliser sa situation avant de trouver une solution à plus long terme. Certaines locataires viennent de sortir de la rue, d'autres sont là car elles occupent un emploi précaire. Aucune d'entre elles n'a pu assister au «café du jeudi» car elles travaillent toutes cet après-midi.

Ce qui fait l'originalité du lieu, c'est qu'il a été réalisé par des femmes qui ont fait l'expérience de la rue à un moment donné de leur vie. «Aucune autre structure n'est comme celle-ci. Elle a été

imaginée collectivement pour répondre aux besoins des femmes», affirme Cléo. C'est justement ce vécu qui facilite les échanges. Car avoir pour interlocutrices des «pairs» des femmes qui ont un parcours de vie similaire au leur, permet à chacune de se sentir mieux comprise. Comme le manque de sécurité et les risques d'agression, omniprésents lorsqu'on est une femme à la rue. «On ne dort que d'un œil», déclare Fanny. «On se sent comme un morceau de viande. T'es jamais rassurée, tu gardes tes chaussures pour te défendre», ajoute son homonyme. Dans les hébergements nocturnes d'urgence, destinés avant tout à accueillir le plus de monde possible, l'intimité est un «luxe». «On est entourées de mecs, parfois un simple rideau nous sépare. Le matin, il arrive que des veilleurs ouvrent la porte alors qu'on se change.» «Même quand on mange, on n'est pas tranquilles! On se fait toujours draguer», plaisante en demi-teinte Gaby, la doyenne du groupe présent aujourd'hui. Cette situation pousse certaines à se tourner vers des hébergements alternatifs, fréquemment contre des services sexuels.

Le projet est l'aboutissement d'une collaboration entre la municipalité et l'office du logement de Renens, des professionnel·le·x·s du travail social et les *Lionnes*. L'occasion pour elles de puiser dans leur expérience vécue pour esquisser les contours de ce lieu particulier.

Pouvoir se ressourcer | Comme à chaque fois, les participantes commencent par leur «météo du bien-être». Un tour de table où se mêlent l'annonce que l'une a trouvé un logement, la maladie et la dépression du conjoint de l'autre, la perte d'un ami moins chanceux connu dans la rue. Invisibilisées dans l'espace public, ces femmes trouvent ici l'espace qui leur permet de faire entendre leur voix et de trouver du soutien.

«Une bouffée d'air frais, un moment de répit dans ce monde en ébullition» à en croire Fanny.

Le collectif accueille volontiers des externes pour discuter de collaborations. Aujourd'hui, une des bibliothécaires de Vevey est venue parler d'un projet d'exposition et de conférences sur le thème du bien-être. Elle propose d'y intégrer le vécu de femmes qui ont connu la précarité. «La précarité, ce n'est pas seulement être à la rue», précise Gaby. «C'est aussi le fait de ne pas avoir accès à un lieu sûr où dormir. C'est la réalité de beaucoup de gens.» Celle qui a été banquière, franche et avec une certaine gouaille a fréquenté de nombreux squats au cours de sa vie, à Londres, en Suisse et en Italie. «Lorsqu'on est à la rue, on devient un peu des animaux. On délaisse sa santé, on ne se soucie plus de sa façon de manger.»

Se retrouver dans ce groupe de femmes, c'est un peu comme jouer au détective. D'abord réservées, les *Lionnes* livrent peu à peu quelques bribes de leur vie. On peut y deviner des éléments de ce qui a fait basculer leurs vies à un moment donné. Mais on y retrouve surtout la sagesse qu'elles ont tirée des obstacles qu'elles ont réussi à surmonter, et l'envie de partager leur expérience. «J'avais besoin de me retrouver avec moi-même. J'avais aussi envie d'échanger avec des femmes qui ont un parcours de vie similaire au mien et d'amener mon propre vécu», raconte Mindy qui a rejoint le groupe. Après avoir connu la rue, ces femmes ont voulu aider leurs consœurs à sortir la tête de l'eau, en leur offrant un endroit sécurisé.

À l'heure où la lumière commence à manquer, Fanni s'en va à son cours de *kung-fu*, un petit groupe jette un œil dans la friperie avant de rejoindre leur famille, Gaby et Mindy s'échangent leurs numéros pour aller manger une fondue à l'occasion. Chacune rentre en emportant une part de sérénité. |



Au Cambodge, alors que des touristes profitent des plages de la ville balnéaire de Sihanoukville, d'autres personnes sont séquestrées dans des bâtiments dédiés à la fraude en ligne.

Dans les mailles du trafic d'êtres humains

En Asie du Sud-Est, des bandes du crime organisé obligent leurs victimes à participer à des fraudes massives en ligne. Des activistes reprochent aux autorités de ne pas en faire assez pour lutter contre ce phénomène. Par Mathias Peer*

L'offre était trop alléchante pour être refusée: on avait promis à Nop 1000 dollars américains mensuels, ainsi que le gîte et le couvert. Au milieu de la pandémie qui étranglait l'économie de son pays natal, la Thaïlande, l'emploi proposé sur Facebook était une lueur d'espoir pour cet homme alors âgé d'à peine 40 ans. Mais l'espoir s'est vite transformé en cauchemar: Nop a été emprisonné, extorqué et battu. Pendant des mois, il a vécu dans la peur. Il a depuis retrouvé la liberté – mais d'autres continuent d'essayer d'échapper à la violence.

Nop, qui ne veut pas donner son nom complet pour se protéger, est l'une des milliers de victimes des trafiquant·e·x·s d'êtres humains qui ont fait entrer leur modèle commercial criminel dans l'ère numérique pendant la crise du Covid-19 – et qui tiennent encore aujourd'hui les pays émergents d'Asie en haleine. Les gens de l'ombre, ces maîtres du crime venant de Chine selon les autorités, forcent leurs cibles à frauder massivement en ligne. Celles qui obtiennent trop peu d'argent sont punies, celles qui veulent s'échapper risquent leur vie.

La peur et la honte | Nop avait posé sa candidature pour un poste de bureau dans un casino au Cambodge, pays voisin de la Thaïlande. Lorsqu'il est arrivé fin 2021 dans la ville côtière de Sihanoukville, très appréciée des touristes chinois·e·x·s, il a tout de suite remarqué que quelque chose clochait. Il a été emmené au quatrième étage d'un immeuble qui est devenu sa prison. Ses prétendu·e·x·s employeur·euse·x·s ont confisqué ses documents de voyage et son téléphone portable. «J'ai été enfermé dans une pièce», raconte Nop des mois plus tard aux journalistes du Club des correspondants étrangers de Bangkok. «J'ai compris à ce moment-là que j'avais été piégé.»

Nop porte une casquette de baseball et un masque respiratoire qui recouvre presque entièrement son visage. Il ne veut pas être reconnu; non seulement par peur des groupes criminels dont il parle, mais aussi par honte de ce qu'il a été contraint de faire pendant ses six mois de captivité. Dans le cadre de la gigantesque opération d'escroquerie mise en place au Cambodge par des bandes criminelles, il a été amené à devenir lui-même

un délinquant. Sa mission consistait à dépouiller des compatriotes en Thaïlande de leurs économies.

La méthode est simple mais efficace: Nop prenait contact avec ses victimes via des faux profils sur des applications de rencontre. Après avoir gagné leur confiance, il les persuadait d'investir de l'argent via des plateformes de trading en ligne manipulées. Ses surveillant·e·x·s dans l'usine à fraude cambodgienne lui auraient demandé de collecter des milliers de dollars américains chaque mois – et l'auraient menacé de le violenter s'il n'y parvenait pas, raconte Nop.

Industrie d'exploitation | Lui et les dizaines de codétenus du casino cambodgien n'étaient pas seuls. Les espaces de bureau pour la fraude en ligne forcée s'étaient alors étendus depuis longtemps à Sihanoukville, à la capitale Phnom Penh et à d'autres régions du Cambodge. Des cas similaires ont également été signalés au Laos et au Myanmar. L'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC) estime que des milliers – voire des dizaines

de milliers – de personnes ont été piégées au Cambodge, comme Nop. Les Thaïlandais-es-x ne sont pas les seules victimes : ces bandes criminelles recrutent également au Vietnam, aux Philippines, à Taïwan, en Indonésie et en Malaisie.

Les personnes qui tombent dans leurs filets sont en général chargées d'attirer des personnes de leur pays d'origine dans différentes arnaques – parfois sous la forme de prétendus portails d'investissement, parfois avec de faux sites de jeux de hasard et parfois comme soutien à de prétendu-e-x-s amant-e-x-s en ligne. La police locale estime que des centaines de millions de dollars ont ainsi été dérobés depuis le début de la crise du Coronavirus.

La pandémie a agi comme un catalyseur pour le trafic d'êtres humains dans la fraude en ligne. À Sihanoukville, l'un des centres de l'industrie d'exploitation en plein essor, une industrie du jeu douteuse a longtemps assuré de bons revenus – ce sont surtout les touristes chinois-es-x qui venaient jouer. Selon Jason Tower, spécialiste de l'Asie du Sud-Est qui travaille dans la région pour l'Institut des États-Unis pour la paix, bon nombre des plus de 100 salles de jeux et casinos disséminés dans la ville ont des liens avec les réseaux criminels chinois. « Lorsque les joueurs chinois n'ont plus pu venir à cause de la pandémie, ils ont eu un gros problème. » Les gens de l'ombre ont donc dû se réorienter, comme le constate également l'UNODC : la fraude en ligne est devenue pour beaucoup leur nouvelle activité principale.

Selon ses propres mots, Nop ne voulait rien avoir à faire avec cela. Mais ses surveillant-e-x-s lui ont dit qu'ils ne le laisseraient repartir que contre le paiement de près de 4000 francs – une somme qu'il aurait été incapable de trouver, comme il le racontera plus tard.

Nop a donc fait ce qu'on lui a demandé. En raison d'une surveillance vidéo 24h/24, il n'avait que très peu d'occasions d'envoyer des appels à l'aide. Un message adressé aux autorités cambodgiennes a échoué. Nop a vu comment

« On m'a frappé au visage et dans le dos avec une matraque électrique. J'ai été privé de nourriture pendant trois jours. »

un Vietnamien qui tentait de s'enfuir a été maltraité. Plusieurs mois plus tard, il s'est lui aussi fait prendre alors qu'il tentait d'alerter la police thaïlandaise. En guise de punition, il a été enfermé dans une pièce complètement obscure. « On m'a frappé au visage et dans le dos avec une matraque électrique. J'ai été privé de nourriture pendant trois jours. »

De la torture au meurtre | Après leur libération, plusieurs victimes ont raconté avoir subi des mauvais traitements similaires. Des rapports indiquent également que des détenu-e-x-s qui avaient désobéi aux ordres ont été tué-e-x-s. Les personnes concernées vivaient un « enfer sur terre », où la torture et la mort leur étaient régulièrement infligées, déclarait en août Vitit Muntarbhorn, rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des droits humains au Cambodge.

Nop doit sa liberté à un groupe de bénévoles de la fondation thaïlandaise *Immanuel Foundation*, spécialisée dans l'aide aux victimes de traite d'êtres humains. En juillet dernier, après plus de six mois d'efforts, ils ont réussi à aider Nop à traverser la frontière pour la Thaïlande. Lors d'une rencontre dans un immense building à Bangkok, Jaruwat Jinmonca, le créateur de la fondation chrétienne, raconte comment il procède lors de ses actions de libération.

Actuellement, il est préoccupé par le cas de 27 victimes thaïlandaises qui sont toujours retenues dans un bâtiment au Cambodge et qui l'ont appelé à l'aide. Faire sortir les personnes directement de leur lieu de détention est trop dangereux. Il attend donc que les trafiquant-e-x-s emmènent leurs victimes dans un nouveau lieu, la rotation régulière des personnes détenues étant courante. « C'est en dehors de leurs bâtiments que nous parvenons le plus facilement à aider les victimes. » La police locale ne leur est d'aucune aide, dit-il.

Jaruwat reproche aux autorités cambodgiennes de ne pas en faire assez pour lutter contre ces crimes. En septembre, face à la pression publique, des rafles ont certes eu lieu, au cours desquelles environ 1000 personnes ont été libérées. « Mais la corruption permet aux coupables de s'en sortir sans être inquiétés. Et chaque fois qu'une installation ferme, une autre ouvre à nouveau », déclare Jaruwat. Les arrestations isolées de ces derniers mois se sont apparemment limitées à des personnes jouant un rôle subalterne dans le réseau de trafic d'êtres humains.

Jaruwat demande un soutien international. « Ce n'est que si la communauté internationale fait pression sur le gouvernement cambodgien que la situation changera », affirme-t-il. Le rapporteur spécial de l'ONU, Vitit Muntarbhorn, demande également que le Cambodge prenne des contre-mesures avec plus de véhémence.

Pour Nop, le calvaire n'est pas encore terminé, même des mois après sa libération. Il a été inculpé pour son implication dans des affaires d'escroquerie en ligne en Thaïlande. Il doit maintenant prouver au tribunal qu'il était victime et non coupable. |

**Mathias Peer est un journaliste indépendant allemand. Il vit à Bangkok et couvre l'actualité socio-politique de la région.*



Va-Bene Elikem Fiatsi revendique son identité trans à travers son art, dans un pays qui opprime les minorités de genre.

Remplacer Dieu par l'art

Le Ghana mène une politique anti-LGBTQIA+ de plus en plus féroce. L'artiste et activiste trans Va-Bene Elikem Fiatsi préfère mourir plutôt que d'abandonner la lutte. Par Natalie Wenger

Le dimanche est jour de messe au Ghana. Les prêches et les chants chrétiens résonnent dès le petit matin dans les ruelles endormies. Dans les villages comme dans les villes, les gens affluent en masse vers les églises – parfois de belles cathédrales, parfois de simples huttes en pierre à peine aménagées. Au Ghana, où près de 70 % de la population se déclare chrétienne, la participation au culte est attendue, car l'Église de la Pentecôte ou les Assemblées de Dieu sont considérées comme des communautés importantes. Les personnes qui s'y soustraient sont considérées comme marginales, voire hérétiques.

Va-Bene Elikem Fiatsi, qui attire aujourd'hui l'attention en tant qu'artiste et activiste trans, en fait partie. Pourtant, cette femme de 41 ans était autrefois une fidèle de l'Église pentecôtiste : elle allait de village en village pour enseigner l'Évangile, prier pour les malades et les pauvres, apporter du réconfort. Mais c'était avant sa transition, et avant qu'elle ne ressente la haine des milieux conservateurs et chrétiens envers les personnes queer au Ghana.

Communautés criminalisées | Le zèle de nombreuses Églises ne se limite plus aux affaires spirituelles. Les Églises s'impliquent de plus en plus dans la

politique et demandent le retour aux valeurs familiales traditionnelles. Dans les milieux conservateurs, la communauté LGBTQIA+ est souvent discréditée, son « style de vie » étant considéré comme « importé » de l'Occident. Au Ghana, le puritanisme est très répandu : les écoles sont souvent non-mixtes, la sexualité est passée sous silence, l'alcool est interdit dans de nombreux lieux. « Les Églises sont fières de faire partie du lobby qui combat les minorités sexuelles et de genre », affirme Va-Bene. « Par conséquent, de nombreux Ghanéens ont l'impression de se battre pour Dieu lorsqu'ils discriminent des personnes queer. »

Plusieurs Églises sont impliquées dans l'élaboration et l'application d'un projet de loi alarmant. La «loi pour la promotion des droits sexuels appropriés et des valeurs familiales ghanéennes» criminalise en effet toutes les formes d'identités de genre et d'orientations sexuelles qui s'écartent de la norme. Mais la communauté LGBTQIA+ n'est pas la seule à être visée: le simple fait de s'engager pour ses droits est désormais passible de peines de prison. Il suffit par exemple de louer une maison à une personne *queer* pour se rendre coupable de complicité. Les thérapies de conversion et la dénonciation de personnes LGBTQIA+ présumées sont même sur le point de devenir obligatoires.

Le projet de loi est en train d'être examiné par le Parlement. «S'il est adopté en l'état, nous risquons d'être sérieusement menacé·e·x·s», affirme Va-Bene, qui continue à militer contre la loi en dépit de toutes les menaces. Bien que le texte ne soit pas encore entré en vigueur, les attaques contre les personnes LGBTQIA+ se sont multipliées: les bureaux des organisations arc-en-ciel ghanéennes ont été perquisitionnés et fermés par la police. Va-Bene le sait: si la loi entre en vigueur, elle sera l'une des premières à être arrêtée.

La législation est instrumentalisée par des individus pour accéder au pouvoir, affirme Va-Bene. «Il ne s'agit pas d'œuvrer pour le bien de la société ghanéenne, même si le nom de cette loi laisse entendre qu'elle promeut les valeurs familiales. Quelle valeur familiale consiste à mettre des parents en prison pour avoir un enfant homosexuel? Quelles valeurs voulons-nous consolider si nous séparons des enfants de leur famille simplement parce qu'ils sont né·e·x·s dans le mauvais corps?»

Les organisations chrétiennes conservatrices actives au Ghana et en dehors profitent également de la politique homophobe et transphobe. Des organisations

américaines comme *Family Watch International* – une organisation classée entre-temps comme groupe haineux qui souhaite faire reconnaître l'avortement comme un meurtre – tentent depuis des décennies d'influencer la politique sexuelle en Afrique. Avec succès, comme le montre le cas du Ghana.

L'activisme avant Dieu | Va-Bene avait déjà renoncé au christianisme il y a plus de 10 ans, avant même que cette loi ne soit élaborée. Pendant ses études d'art à l'Université de Kumasi, elle a commencé à s'interroger sur le rapport à son corps, sa sexualité, son genre. «L'école d'art m'a permis de remettre les choses en question et de dépasser les limites.» Elle a également commencé à remettre Dieu en question. Elle a un jour annoncé sur ses réseaux sociaux: «Dieu est mort.» De telles déclarations ont engendré des problèmes avec son entourage. «Mais pour moi, il était clair que le Dieu en lequel je voulais croire n'existait pas.» Au lieu de cela, elle s'est tournée vers l'activisme. Et a remplacé Dieu par l'art.

Sa transition, Va-Bene l'a vécue comme un processus douloureux. Elle s'est toujours heurtée au rejet. Elle a toutefois trouvé un soutien dans l'art de la performance, avec lequel elle rappelle à son public, de manière parfois crue et provocante, qu'il existe toujours plus de deux dimensions. «Mon art est né de mon activisme, inspiré par la vie et l'amour», explique celle qui travaille en tant qu'artiste sous le nom de crazinisT artisT. L'art l'a aidée à mieux connaître son corps et à confronter ouvertement les gens à leur identité trans. Dans sa performance *Rituals of Becoming* (rituels du devenir), elle thématise sa transition en tant que femme, transcende les représentations binaires en se tenant devant la caméra dans une robe rouge à motifs floraux et en rasant lentement les poils de sa barbe apparente. Elle coiffe ses longs cheveux et met du rouge à lèvres. Elle

parle de politique, de Dieu, de son existence. Elle veut transmettre des connaissances aux gens – et susciter l'empathie.

Se battre pour l'avenir | En 2018, Va-Bene a créé une résidence pour les artistes: la *perfocraZe International Artist Residency*. Celle-ci sert d'espace communautaire dans lequel les artistes se réinventent et créent des œuvres qui secouent la société. Chaque mois, des personnes d'horizons divers, y compris de Suisse ou des États-Unis, visitent cet espace. «La résidence sert à normaliser l'existence des personnes *queer*», explique Va-Bene.

Mais la résidence ne plaît pas à tout le monde. Après une visite, une personne a posté sur les réseaux sociaux que c'était un lieu antichrétien et hostile à Dieu. «Cette personne était probablement aux prises avec sa propre homophobie», rétorque Va-Bene. «Elle ne savait pas comment y faire face.»

Va-Bene a payé la résidence de sa propre poche. Elle souhaite maintenant acheter les locaux. «Si la nouvelle loi est votée, nous serons expulsé·e·x·s. Les propriétaires ne peuvent pas prendre le risque d'aller en prison à cause de nous.» C'est pourquoi elle collecte des fonds pour acheter un bâtiment qui puisse servir de refuge à toute personne qui en a besoin.

Va-Bene ne craint pas de se retrouver en prison à cause de son engagement. «Beaucoup de gens veulent me sauver, moi Va-Bene. Alors qu'il serait bien plus important de sauver le Ghana», dit-elle. «Je ne veux pas l'asile, je veux rester ici. Je suis prête à me battre et même à mourir pour ma communauté.» Elle n' imagine pas abandonner. «Ce que je fais aujourd'hui, je ne le fais pas pour moi ou pour ma génération. Je me bats pour ceux qui ne sont pas encore né·e·x·s. Pour que dans 100 ans, personne n'ait plus à mener le combat que nous menons aujourd'hui. C'est là que réside mon espoir.» |

Voix noires

▷ **AMNESTY: Pourquoi ce documentaire?**

◁ **Rachel M'bon:** J'avais déjà réalisé des portraits de femmes afro-descendantes, en lançant en 2017 la page Instagram «@n_o_i_r_e_s». Je les approchais dans la rue pour discuter de leur identité et du racisme en Suisse, pour les connaître au-delà des stéréotypes. Mais j'avais envie de leur donner une visibilité sur les écrans de cinéma: pour ce film, Juliana Fanjul et moi avons interrogé des femmes noires de toutes générations, actives dans différents secteurs, pour que chacun puisse s'identifier à elles. Je voulais montrer que malgré un statut social privilégié, leur couleur de peau a conditionné toute leur vie.

▷ **Comment le racisme systémique se déploie-t-il aujourd'hui en Suisse?**

◁ Il y a de la discrimination à l'embauche, une éducation biaisée et un accès au logement plus compliqué. Dans le milieu de la santé, certains patients refusent d'être soignés par des personnes noires. La prise en charge est aussi problématique: le mal-être des patients noirs va fréquemment être minimisé. En cause, des biais racistes comme le «syndrome méditerranéen», qui suppose qu'ils vont exagérer leurs douleurs.

▷ **On parle souvent de micro-agressions, des comportements racistes banalisés qui ne seraient «pas méchants»...**

◁ Bien qu'elles ne partent pas forcément d'un mauvais sentiment, les micro-agressions te renvoient à ton altérité. Comme lorsque l'on demande à une personne racisée d'où elle vient. Sa couleur de peau suppose qu'elle a moins sa place ici, alors qu'elle a peut-être vécu toute sa

Pour son premier documentaire «Je suis noires», la Lausannoise Rachel M'bon a donné la voix à des femmes noires pour parler racisme et quête identitaire. Propos recueillis par Olalla Piñeiro Trigo

vie en Suisse depuis plusieurs générations. Autre exemple: on m'a demandé si j'étais adoptée car j'avais «des manières de blanche». Qu'est-ce que cela signifie? On s'attendait à me voir danser sur la table, ou à ce que je parle avec un accent? Ces remarques peuvent nuire à l'estime de soi et la santé mentale.

▷ **Dans le documentaire, une jeune femme métisse confie qu'une partie de sa famille blanche ne lui fait pas la bise...**

◁ Le racisme au sein des familles est tabou. Ma mère s'est fait mal juger par une partie de sa famille bernoise, et des inconnus dans la rue la traitaient de «prostituée» car elle avait épousé un homme noir. C'est aussi très difficile pour les parents qui «ne ressemblent pas» à leur enfant. Lorsque je suis en public avec ma mère – blanche aux yeux bleus – et que je me présente comme étant sa fille, il y a toujours des regards dubitatifs.

▷ **Comment construire son identité noire dans un pays à majorité blanche?**

◁ Il faut réussir à faire de ses multiples appartenances une force. À commencer par valoriser ses héritages culturels, sans pour autant négliger la culture du pays dans lequel on vit. J'ai moi-même longtemps renié mon africanité, avant de l'affirmer. Cela passe par le fait d'avoir des modèles noirs et de s'intéresser au cinéma, à la musique et à la littérature de différents pays africains. La collectivité est aussi une force: les espaces de parole non-mixtes, où l'on échange sur son vécu et ses questionnements, sont libérateurs. Même si chaque personne noire a une identité propre, on peut trouver des similarités dans les parcours de vie.

▷ **Quels effets espérez-vous que «Je suis noires» produise?**

◁ Je le vois comme un outil de dialogue et de déconstruction de soi. Je l'ai projeté dans plusieurs lycées et il y a eu beaucoup de retours positifs. Le racisme est un problème de blanc, comme dirait l'autrice Reni Eddo-Lodge. La lutte ne doit pas être uniquement menée par les personnes concernées, elle doit être collective. Tant que les personnes blanches ne se conscientisent pas, la discrimination raciale ne pourra pas être éradiquée. |



Rachel M'bon souhaite collectiver les expériences des femmes noires en Suisse.

Photographe « par défaut »

Ouvriers migrants au Qatar, population palestinienne sous occupation: Mohamed Badarne se focalise sur l'humain pour sensibiliser aux injustices sociales. Portrait. Par Olalla Piñeiro Trigo

«Tu es de Genève? Je me suis senti comme à la maison aux *Parfums de Beyrouth!*», confie Mohamed Badarne, lorsqu'il parle de son voyage en Suisse. En novembre dernier, le photographe palestinien s'est rendu à Genève, Berne et Zurich pour présenter *The Forgotten Team*, sa dernière expo sur les travailleurs migrants au Qatar. Cheveux épais attachés dans un haut chignon, barbe poivre et sel, plaisanterie facile, Mohamed est de ceux qui savent vous mettre à l'aise.

Plongeur dans un restaurant, main d'œuvre à la ferme, serveur dans une échoppe de *shawarmas* à Tel Aviv, prof de lycée, activiste dans des organisations humanitaires: à 45 ans, Mohamed Badarne a navigué un peu partout avant de devenir photographe sur le tard, «un peu par hasard». «Un de mes amis aimait mes photos et m'a poussé à me lancer», raconte celui qui a posé ses

bagages à Berlin. Il a alors commencé à immortaliser son propre terrain, la Palestine. Des ouvriers sans protection, l'innocence d'enfants qui jouent dans un village privé d'électricité et d'eau, un couple marié au milieu d'un village détruit; en somme, la vie quotidienne d'une population qui vit sous occupation. «Je veux me servir de l'image pour mettre en lumière les injustices sociales. Mon activisme n'est pas un choix, il est né par le simple fait d'avoir grandi en Palestine, dans un endroit opprimé.»

Pas qu'un cliché | C'est sans trop de surprise que *The Forgotten Team* s'inscrit dans cette suite logique. «J'étais au Qatar pour mon vernissage. J'y étais traité comme un privilégié. J'ai voulu montrer ce qui se cachait derrière le luxe et les hôtels cinq étoiles.» En cinq ans, Mohamed a arpenté incognito les chantiers de

Doha et les lieux fréquentés par les personnes migrantes, celles qui ont rendu la Coupe du monde possible. Avec l'objectif de sensibiliser le public à leurs conditions de travail précaires et leur souffrance. «Les visages de ces ouvriers resteront gravés dans l'histoire, comme un témoignage.»

Mais la photographie n'est pas une fin en soi, plutôt un outil. Car ce qui intéresse Mohamed, c'est l'humain derrière l'objectif. «Tu collabores avec des personnes qui ont des besoins particuliers, des histoires difficiles. Mon travail ne se limite pas à les photographier. Ce qui m'importe, c'est leur histoire.» Créer des liens fait partie du processus: il apprend à connaître ses sujets, a voyagé au Népal pour rencontrer les familles des travailleurs migrants et reste en contact avec la majorité. Il a aussi créé des fonds de soutien pour les enfants d'ouvriers –aujourd'hui décédés.

Rendre leur «dignité» aux populations vulnérables constitue le carburant du photographe, qui se montre critique à l'égard du regard occidental. Mohamed se refuse à montrer ses sujets dans une position de victimes et susciter la pitié, comme les peuples arabes et africains sont souvent représentés. Selon lui, c'est son vécu qui lui permet de livrer une vision plus proche de la réalité. «Je m'identifie facilement à mes sujets car j'ai moi aussi occupé des jobs précaires; je viens d'une famille de huit frères et sœurs et partage des codes culturels similaires. J'ai une vision moins fantasmée sur leur réalité du fait que moi aussi, je me fais arrêter parce que je m'appelle Mohamed.» |



Devenu photographe sur le tard, **Mohamed Badarne** souhaite mettre en avant la dignité de ses sujets.



S'aimer contre vents et marées

Marjan Kamali nous plonge en 1953, dans un Iran en pleine effervescence, où les nationalistes et communistes de Mossadegh affrontent les partisans du Shah. L'autrice y décrit aussi une période pendant laquelle les femmes ne portaient pas de voile, où elles circulaient et étudiaient librement. À l'image de Roya, une jeune étudiante qui feuillette des romans et poèmes dans une magnifique librairie de Téhéran. C'est là qu'entre deux actions politiques, Bahman, jeune activiste pro-Mossadegh, lui fait la cour. Amoureux, les deux jeunes souhaitent se marier en dépit des oppositions familiales et des turbulences politiques. Les aspects « fleur bleue » du livre ne masquent

pas les enjeux géopolitiques de l'Iran du XX^e siècle.



Déa Negamiyimana

La librairie de Téhéran,
Marjan Kamali, Hauteville,
2021, 384 p.

Refuser la honte

À travers un monologue intime, Catherine nous entraîne au cœur de son adolescence, à l'époque où ses troubles obsessionnels compulsifs (TOC) se sont développés. Vaporisateur à la main pour éliminer le moindre microbe, la jeune fille est traversée par différentes impulsions : elle change subitement de vêtements, ou va s'immerger dans l'eau pour s'offrir un peu de répit. Cet épisode d'*Après la pluie* revient sur les hauts et les bas de la santé mentale d'une femme : des faux diagnostics médicaux, de la lutte, jusqu'à l'acceptation. C'est en gagnant son indépendance et à force de persévérance que Catherine finira par résister à ses TOC. Et si pendant longtemps elle a caché cette facette de son identité par peur de l'abandon, aujourd'hui, l'acceptation s'est substituée à la honte.



Olalla Piñeiro Trigo

« J'ai appris à ne plus avoir honte de mes TOC », **Après la pluie,**
Binge Audio, 26 minutes.



Trois sélections tirées de la programmation du Festival du Film et Forum International sur les Droits Humains, en mars à Genève.

1 Mémoire de génocide

New York, 1918. Arshaluys Mardigian, 16 ans, est débarquée sur Ellis Island, seule. Rescapée du génocide arménien mené par l'Empire ottoman contre son peuple, elle est l'unique survivante de sa famille. Sauf un frère, qui a émigré aux États-Unis avant les premiers massacres. Décidée à retrouver la seule famille qui lui reste, ses recherches la mènent à la rencontre de deux journalistes à qui elle raconte son histoire, d'abord pour une annonce de recherche. De cette petite annonce naît un récit en douze chapitres, qui suscite l'intérêt de Hollywood. Invitée à interpréter le rôle principal, Arshaluys devient actrice de sa propre histoire dans le film muet *Auction of Souls* qui sera un grand succès au box-office en 1919.

Aurora's Sunrise, de la réalisatrice Inna Sahakyan, retrace l'histoire hors norme de Arshaluys (lumière de l'aube en arménien), de son enfance heureuse avec ses sept frères et sœurs dans la petite ville de Tchimichgadzak, au calvaire des déportations et de sa nouvelle vie aux États-Unis. Après avoir vécu des atrocités innombrables, elle se retrouve déchirée entre deux impératifs inconciliables : témoigner – une mission que le commandant et désormais héros national Andranik Toros Ozanian lui a confiée – et tenter d'oublier pour se reconstruire.

Ce récit bouleversant est raconté au moyen d'une technique d'animation en mouvements limités, maniée avec brio

par les équipes artistiques arméniennes et lituaniennes. Un récit qui embarque le public dans des images d'un réalisme et d'une beauté à couper le souffle : des paysages montagneux, des décors intérieurs art nouveau, des portraits finement travaillés. À ces chefs-d'œuvre picturaux sont mêlés des fragments d'archives du film muet de 1919, des clichés témoignant des actes génocidaires et des extraits d'interviews d'Arshaluys.

Dans une interview de 1975, Arshaluys, alors âgée de 74 ans déclarait : « Si les Turcs avaient été punis après la Première Guerre mondiale, le génocide juif n'aurait pas eu lieu. Je ne veux pas voir les Turcs punis par le fusil ou l'épée, mais qu'ils soient jugés. » À l'heure où la Turquie nie toujours ce premier génocide du XX^e siècle qui a fait 1.2 million de morts et où la menace d'épuration ethnique plane sur le Haut-Karabakh, *Aurora's Sunrise* réactive cette mémoire et rend hommage au courage des survivant-e-x-s. |

Anaïd Lindemann



Aurora's Sunrise,
Inna Sahakyan, 2022,
96 minutes.

10 mars à 20h,
espace Pitoëff - Théâtre
14 mars à 18h45,
Grütli - salle Langlois

2 Au cœur de l'investigation

En juillet 2021, l'ébullition règne dans plusieurs rédactions à travers le monde. Dix-sept médias s'appêtent à publier simultanément le fruit d'un an et demi d'enquête. Le public apprend que des gouvernements ont massivement espionné des personnalités de la société civile et leurs proches. Dans un documentaire, Laurent Richard et Sandrine Rigaud, respectivement fondateur et rédactrice en chef de *Forbidden Stories* – la plateforme qui a coordonné le projet –, reviennent sur ce travail de longue haleine.

Avec prudence et discrétion, les journalistes accumulent des informations sur un logiciel de surveillance électronique baptisé « Pegasus ». Ce puissant outil s'infiltré dans les téléphones et accède aux données les

plus confidentielles, de la localisation GPS aux appels et messages reçus et envoyés. L'enquête se concentre sur l'entreprise israélienne *NSO Group*, qui commercialise le logiciel. Contrairement à ses affirmations, la start-up a vendu son système à des régimes autoritaires et répressifs.

En recherchant cibles et commanditaires, l'ampleur mondiale du scandale se dévoile. Avec l'aide technique d'Amnesty International et sa cellule de sécurité, des traces de Pegasus sont détectées dans plusieurs téléphones portables. Du Mexique à l'Azerbaïdjan, le désarroi envahit les victimes à l'annonce de cette mise à nu. Et la perplexité s'empare de l'équipe d'enquête face à un secteur des technologies dépourvu de garde-fous. La

dernière partie du film s'interroge sur les conséquences et les actions entreprises dans l'Union européenne et aux États-Unis. Deux ans après les publications, l'affaire Pegasus résonne encore, nous rappelant la fragilité de la protection de nos vies privées. |

Aurélie Kohler



Global Spyware Scandal: Exposing Pegasus,
Anne Poiret et Arthur Bouvart, 2023, 108 minutes.

15 mars à 20h45, espace Pitoëff - Théâtre
18 mars à 20h45, Grütli, salle Langlois

3 Domination institutionnalisée

Née dans une famille kurde soudée par son amour pour la musique, Mutlu Kaya chante merveilleusement bien. Repérée par l'émission *Sesi Çok Güzel*, elle se rend à Istanbul pour participer à ce concours de jeunes talents. De retour dans sa ville natale de Ergani, au sud-est de la Turquie, pour se préparer à la finale, elle reçoit une balle dans la tête le soir du 15 mars 2015. Le tireur, un homme dont elle avait refusé la demande en mariage, la laisse pour morte.

Mutlu, dont le nom signifie « heureuse », passe 58 jours aux soins intensifs, pendant lesquels ses parents, ses cinq sœurs et ses deux frères se relayent pour camper devant l'hôpital. La balle restée logée dans son crâne la contraint à une longue et difficile rééducation. De son corps, mais aussi – peut-être même surtout – de sa voix. Puis en 2020, sa

sœur Dilek est elle aussi victime de la violence d'un prétendant. Mais elle n'aura pas la même chance et ne survivra pas. Encouragée par la popularité qu'elle a gagnée sur TikTok, Mutlu s'empare de la question du féminicide pour écrire une chanson de protestation.

Dans ce documentaire qui couvre près de sept ans, la réalisatrice turque Ayse Toprak et le réalisateur britannique Nick Read interrogent la société turque contemporaine. On y devine la fracture entre la capitale et la province, où le poids de la tradition patriarcale pèse sur tous les pans de la société. On (re)vit aussi les manifestations féministes à l'heure du retrait de la Turquie de la Convention d'Istanbul au printemps 2021.

« On apprend aux garçons qu'ils sont maîtres de leur destin », résume le plus jeune frère de Mutlu. « Pas étonnant

qu'ils n'acceptent pas qu'on aille contre leur volonté. » Plus proche de la génération Z, le cadet de la fratrie apporte pourtant une lueur d'espoir et laisse percevoir un changement de paradigme dans la façon dont les plus jeunes appréhendent les relations entre les genres. |

Jean-Marie Banderet



My Name is Happy,
Nick Read, Ayse Toprak,
2022, 88 minutes.

11 mars à 19h30,
espace Pitoëff
- Grande salle
14 mars à 20h30 espace
Pitoëff - Grande salle



LEÇON D'ANTIRACISME

Ils se sont donné rendez-vous au casino de Montbenon. Les tables y sont assez espacées pour que les voisins n'entendent pas leur conversation, s'est dit Laure lorsqu'elle a proposé le lieu de leur premier rendez-vous. Elle traverse la terrasse sur toute la longueur sans le voir, puis s'aperçoit qu'il est assis sur les escaliers qui surplombent l'esplanade. Il lui adresse un sourire timide en s'approchant d'elle. Grand, quelques kilos en trop concentrés au niveau des hanches et des fesses, qui alourdissent légèrement sa démarche. Ils s'assoient à une des tables qui n'est pas réservée pour le service du soir, à l'extrémité de la terrasse. Il réfléchit quelques secondes, puis se décide pour un gin tonic au poivre. Elle n'aime pas boire à cette heure de la journée, mais la moiteur de l'atmosphère, le ciel qui se colore de teintes orangées, lui donnent soudain envie de commander une boisson alcoolisée. Laure avale rapidement quelques gorgées du liquide frais et gazeux. Elle scrute le visage de Léo tout en savourant la manière dont l'alcool l'engourdit : une vague qui se diffuse à l'ensemble de ses membres, tout en saisissant l'arrière de sa tête. Il a conservé des airs de garçon, se dit-elle en observant les reflets du soleil sur son visage et ses cheveux. Les mèches les plus longues se collent à son front, d'où perlent quelques gouttes de sueur.

– Je garde les enfants davantage que leur père. Et je suis leurs devoirs et leurs activités extrascolaires, y compris sur son temps de garde. Je crois que c'est encore souvent comme ça, les mères portent plus...

– Moi je garde ma fille à plein temps.

– Quoi? demande Laure incrédule.

– Elle habite chez moi et ne voit sa mère que le weekend.

– Comment ça se fait?

– C'est une pianiste. Enfin c'était une pianiste. Elle a dû arrêter, à cause de sa maladie.

– Ah...

– Ma fille va la voir le weekend tous les quinze jours, et sa mère nous rejoint une fin de semaine sur deux.

Laure note l'information en silence.

– La plupart des concerts et des répétitions avaient lieu le soir, elle partait souvent en tournée, et déjà lorsqu'on était ensemble, je m'occupais du quotidien de Malou.

– Mhm...

– Puis son cancer s'est déclaré, avec plusieurs périodes où elle était vraiment mal, et pendant lesquelles elle ne pouvait plus du tout la garder.

– Je suis désolée...

Un des serveurs les interrompt pour leur signaler qu'ils doivent quitter la terrasse réservée pour le service du soir.

Ils prennent leurs vélos qu'ils ont tous deux attachés devant l'entrée de la cinémathèque. Elle a cessé d'avoir honte de son vieux vélo dégingué. Elle se dit qu'un jour elle pourrait changer la selle toute déchirée, qui par mauvais temps absorbe l'eau et mouille ses habits. Elle se dit qu'elle achète trop de vêtements, de chaussures et de produits de beauté, et qu'elle ferait mieux de remplacer cette selle. Des années qu'elle se dit ça. Quand elle compare son vélo à celui de Léo, métal gris sans sigle, selle en cuir, belle allure, elle se répète que son vélo est très bien, mais qu'elle pourrait changer la selle.

Ils pédalent en direction du Vallon en passant par l'esplanade de Montbenon; elle goûte à l'échappée sur le lac, au ciel qui ne s'est pas encore obscurci, juste légèrement voilé, à la sensation de glisser au même rythme que le garçon à travers la ville. Ils s'arrêtent aux Amici. On leur promet une table dans les 30 minutes; ils s'assoient à la terrasse de la Bossette en attendant. La mère qui collait au front de Léo à cause de la chaleur tombe en plusieurs boucles sur son front à présent, et réveille le brun de ses yeux. À la dérobée Laure observe sa carrure, le dessin de ses épaules et de ses bras sous son t-shirt. Elle s'aperçoit à peine qu'ils changent de terrasse et retournent aux Amici. Elle se voit bien passer d'un endroit à un autre, mais il lui semble qu'elle n'est pas actrice de ce trajet, c'est comme si elle était transportée. En revanche, elle se sent happée par ce que dégage le garçon. Son intelligence, surtout, qu'elle décèle à travers ses questions, et qui l'amènent à creuser l'aspect de certaines choses qu'elle n'a regardées qu'en surface. Une intelligence qui lui donne envie de parler de ses dernières lectures. Elle lui loue la beauté des romans de Chimamanda Ngozi Adichie. *L'autre moitié du soleil*, extrait de vie de deux sœurs sur fond de décolonisation et de guerre. Le Biafra se proclame indépendant du Nigeria : le début d'une guerre qui durera trois ans. Récit du quotidien des Biafrais pris dans l'absurde de ce conflit, d'abord lointain, concentré dans la capitale Enugu, puis contraignant la population à fuir à mesure que l'armée nigérienne reprend du terrain. La débandade des forces biafraises après la chute de Port Harcourt, de nouveau flux de réfugiés. La propagande de l'armée biafraise, l'adhésion de la population au projet indépendantiste, les raids aériens et les bombardements, l'enrôlement forcé de tous les hommes valides, les enfants soldats que l'on envoie tuer et se faire sauter avec des armes artisanales parce que quelques généraux refusent de signer la reddition. La famine, les disparitions et la mort de millions de personnes, une génération sacrifiée, mutilée. La douleur et la folie. La vie qui subsiste, malgré tout.

La grossièreté et le racisme qui teintent les propos des Britanniques à propos des Nigériens. L'amour de Richard, journaliste anglais épris de culture locale, pour Kainene. Les étreintes de Kainene et de Richard, qui à chaque fois font entrevoir à Richard la beauté de l'existence. L'enfant qui naît d'une coucherie de son homme avec une employée de maison et qu'Olanna adopte.

– Ce passage m'a touchée, dit Laure. J'ai trouvé difficile d'accepter que le père de mes enfants fasse des enfants avec une autre femme... J'aurais aimé que cette réalité n'existe pas. Peut-être parce que ça venait raviver la douleur de ne pas avoir eu un dernier enfant. Peut-être parce que ça ravivait le deuil de ne bientôt plus pouvoir en faire. Peut-être parce que ça brisait encore un peu plus la famille que l'on a été si brièvement. Mais il n'y a rien d'autre à faire que pardonner et accepter, encourager mes enfants à aimer ces autres enfants. Accepter que nos enfants ne nous appartiennent pas de toute façon, qu'aucun lien n'est garanti. On trouve parfois dans la littérature un sens à certains aspects de nos vies, on considère alors ces événements avec un autre éclairage. J'ai aimé qu'Olanna fasse le choix d'adopter cet enfant, même si c'est l'enfant que son homme a eu avec sa maitresse et qu'elle aurait pu le détester.

Puis Laure lui parle d'*Americanah*: le parcours d'Ifemelu, Nigérienne partie étudier aux États-Unis, prétexte pour une plongée dans les relations raciales dans ce pays. Loterie des visas, émigration, précarité, petits boulots, passe payée, honte, chance et débrouille. Son statut de « Noire non américaine » qu'elle découvre en intégrant l'Université. Le regard à la fois subtil et mordant que le personnage central du roman, devenue blogueuse à succès, déploie sur cette question. Cet extrait qu'elle lui cite de mémoire. « Cher Noir américain, quand tu fais le choix de venir en Amérique, tu deviens Noir. Cesse de discuter, de dire je suis Jamaïcain ou je suis Ghanéen. L'Amérique s'en fiche que tu ne sois pas 'Noir' chez toi. » Les Américains libéraux, critiques envers leur pays, et si condescendants envers leurs immigrés, qui ne peuvent venir que d'un endroit inférieur aux USA. Des libéraux emplis de clichés sur l'Afrique, même lorsqu'ils se montrent bien disposés à l'égard du continent : safari en Tanzanie et beauté des Éthiopiennes.

– Moi-même je crois que je me questionne de manière un peu maladroite par rapport à ces identités racisées qui se manifestent, observe soudain Laure.

– Qu'est-ce que tu veux dire, répond Léo?

– Récemment j'ai participé à un cours donné par une militante suisse-kényane. Sa démarche antiraciste se base sur les *whiteness studies*. Selon ce champ d'études, en tant que blancs nous sommes structurellement avantagés en raison de notre couleur de peau. Les *whiteness studies* ont une énorme pertinence



© Ambroise Héttler

aux États-Unis, étant donné l'importance de la minorité afro-américaine et les avantages structurels que les blancs y conservent, dans l'ensemble, par rapport à leur première minorité. Je me suis demandé si ce n'était pas un peu simpliste de transposer les principaux constats de ces études dans le contexte européen, sans évoquer au moins la racialisation qu'y subissent les communautés musulmanes en raison de l'islamophobie. Et à mes yeux, la question raciale est imbriquée à la question sociale. Il faut l'aborder de manière intersectionnelle en croisant les différents rapports de pouvoirs (genre, race, classe). Par exemple, le fils suisse-ghanéen de mon amie Claire, professeure dans une haute école et chercheuse, lui-même lycéen, sera moins susceptible de souffrir de racisme que la fille suisse-sénégalaise de ma voisine, en décrochage scolaire depuis deux ou trois ans et qui peine à trouver ne serait-ce qu'une place d'apprentissage. Le premier aura les outils intellectuels pour s'affirmer face à des propos racistes ou des actes discriminants, et au besoin il s'appuiera sur ces outils, non seulement pour répliquer, mais aussi pour s'affirmer. Au besoin, sa mère le secondera pour l'argumentation ou montera au front avec lui. D'ailleurs je suis certaine qu'elle n'aura même pas à le faire. Tandis que les propos racistes ou les actes discriminants conforteront la seconde dans sa faible estime de soi. Elle ne songera pas à demander de l'aide à sa mère, elle-même à la dérive malgré son appartenance à la majorité blanche. Après, si l'on suit la logique des *whiteness studies*, le fils comme la fille se retrouvent discriminés structurellement en comparaison avec un blanc et une blanche de même classe sociale qu'eux, un lycéen blanc et une fille en décrochage blanche. Et c'est important de le reconnaître.

Laure s'arrête de parler quelques instants, elle hésite quelques secondes avant de constater :

– À titre personnel, cette formatrice antiraciste m'a piquée au vif, parce qu'avec un père certes kenyan mais diplomate, et une mère suisse et médecin, il me semble qu'elle est privilégiée ; même si elle l'est sans doute moins par rapport à une fille dont le père diplomate serait blanc.

– Peut-être qu'elle a simplement besoin de revendiquer sa couleur de peau pour s'affirmer ou que ces questions la passionnent. Tant pis si elle transpose un peu vite les constats faits sur la base d'études réalisées aux USA, et tant mieux si ça contribue à rendre les gens attentifs aux comportements inconscients qui alimentent les discriminations et heurtent les personnes noires. Tu as certainement appris des choses en l'écoutant.

– Tu as raison, dit Laure en souriant. Je trouve important de déconstruire l'idée selon laquelle on n'alimente pas le racisme si l'on ne commet pas de gestes racistes. De reconnaître que la blanchitude est un privilège impensé, et qu'on peut s'atteler à démanteler des privilèges dont on bénéficie injustement en tant que blanc. J'ai tendance à comparer les privilèges de classe à ceux de race en les mettant en compétition. C'est stérile.

– Même si tu as grandi avec des parents qui n'avaient pas le statut social de cette militante, cela n'enlève rien au chemin que tu as toi-même parcouru, remarque Léo avec douceur.

– Mhm, fait-elle en observant la teinte plus claire qui apparaît dans ses yeux alors qu'il lui sourit. |

Nadia Boehlen



© Valentin Sprinckhak/TASS/Sipa

UKRAINE UNE ANNÉE NOIRE POUR LES DROITS HUMAINS

Depuis le 24 février 2022, le droit international humanitaire est régulièrement bafoué par les forces armées russes en Ukraine. Amnesty poursuit son travail d'enquête pour documenter et dénoncer les crimes de guerre.

Cela fait maintenant plus d'un an que les premiers chars russes labouraient la terre ukrainienne de leurs chenilles. Depuis le 24 février 2022, le droit international humanitaire subit le même sort, régulièrement piétiné par les forces armées russes. Ce qui avait été présenté par le chef du Kremlin comme une opération de « maintien de la paix » s'est rapidement révélé sous son vrai jour : une invasion, dont les personnes civiles sont les premières à souffrir.

Une fois passés le premier choc causé par une guerre qui se déroule sur sol européen et les indignations épisodiques à la suite des révélations sur les crimes de guerre russes, la guerre en Ukraine a progressivement été reléguée de la une à la rubrique internationale de nos informations. Pourtant, la liste de ces exactions, amplement

documentées par Amnesty depuis le début du conflit, fait pâlir. Frappes aveugles, utilisation de munitions interdites, fermeture des couloirs humanitaires, massacres dans les zones occupées – comme à Boutcha –, transferts forcés et détentions arbitraires de personnes civiles, ou plus récemment la destruction des infrastructures énergétiques dans le seul but de démoraliser la population, les Ukrainien-ne-x auront tout subi. En Russie, les quelques voix qui ont osé s'opposer à la guerre ont elles aussi été étouffées brutalement.

Il y a un an, Amnesty Suisse demandait à l'ambassadeur russe de s'engager pour mettre un terme aux hostilités – sans succès. Nous avons participé à plusieurs manifestations et actions de solidarité, et

avons ainsi obtenu que la Suisse se décide à sanctionner les présumés profiteurs de guerre, et qu'elle s'engage officiellement pour la reconstruction.

Mais cette guerre « proche », qui touche une population européenne, a également donné lieu à un élan de solidarité sans précédent. En l'espace d'un an, plus de 3 millions de personnes ont fui l'Ukraine. Parmi elles, environ 70000 ont trouvé refuge en Suisse. Dès les premiers mois du conflit, des gens se sont organisés pour apporter de l'aide humanitaire sur place, d'autres ont accueilli des personnes réfugiées dans leur foyer. Autant d'initiatives personnelles auxquelles nous ne sommes pas habitué-e-x-s et qui démontrent que les droits humains sont l'affaire de chacun-e-x.

Même si cette guerre s'enlise, nous ne devons en aucun cas l'oublier. Restons solidaires! Amnesty poursuit ses recherches, sur le

terrain et à distance, pour documenter et dénoncer les crimes de guerre commis sur le sol ukrainien.

Lisa Salza, Coordinatrice de campagne, spécialiste Amériques, Europe et Asie Centrale

Amnesty projettera le film *Pushing Boundaries* qui présente des facettes peu connues du conflit et constitue une bonne base de discussion sur la situation actuelle. Les dates de projection seront bientôt disponibles sur amnesty.ch/agenda. Vous souhaitez organiser une projection? Contactez Lisa Salza lsalza@amnesty.ch

VOTRE TÉMOIGNAGE COMPTE

La nouvelle loi fédérale sur les mesures policières de lutte contre le terrorisme (MPT) est entrée en vigueur le 1^{er} juin 2022. Quelques mois plus tard, les premières mesures de contrainte en vertu de la nouvelle loi étaient prononcées. Selon Amnesty et des expert-e-x-s en droits humains de l'ONU et du Conseil de l'Europe, ces mesures préventives (surveillance électronique, interdiction de contact, interdiction géographique et de voyager, assignation à résidence) entraînent des violations des droits fondamentaux et des droits humains. Elles peuvent en effet

être ordonnées par la police fédérale sans soupçon, et pour la plupart, sans contrôle judiciaire préalable.

Amnesty International fait partie du groupe de travail « sécurité » de la Plateforme suisse des ONGs des droits humains, qui suit l'application de la MPT. Le groupe souhaite porter des affaires emblématiques devant la Cour européenne des droits de l'homme. **Si vous avez connaissance de cas dans lesquels des mesures policières ont été ordonnées, vous pouvez vous adresser à Alicia Giraudel, coordinatrice du groupe « sécurité »: agiraudel@amnesty.ch.**

ACTION EN IMAGE

DES ACTIVISTES PARTOUT DANS LES RUES

En décembre, nos activistes et groupes régionaux sont à nouveau descendus dans la rue en nombre pour le Marathon des lettres 2022 et ont récolté plus de 10000 signatures en soutien aux défenseur-e-x-s des droits humains en danger. Sur la photo, le groupe de Morges.



© Amnesty - Groupe Morges

PÉTITION

EMPÊCHEZ LES EXÉCUTIONS IMMINENTES

SCANNEZ LE CODE QR POUR LA PÉTITION EN LIGNE :



À l'attention de la plus haute autorité judiciaire d'Iran

Depuis des mois, de nombreuses personnes courageuses manifestent en Iran pour les droits des femmes, pour la liberté et pour la démocratie. Les autorités iraniennes font preuve d'une brutalité disproportionnée à l'égard des manifestant-e-x-s. Plusieurs personnes ont déjà été condamnées et exécutées sans procès équitable. D'autres risquent la peine de mort et l'exécution.

Nous demandons aux autorités d'annuler immédiatement tous les verdicts de culpabilité et les condamnations à mort. Nous leur demandons en outre de décréter immédiatement un moratoire officiel sur les exécutions dans le but d'abolir totalement la peine de mort.

Nous voulons protéger le droit des accusé-e-x-s et des détenu-e-x-s d'avoir accès à leur famille et

à l'avocat-e-x de leur choix. Nous exigeons la tenue d'enquêtes sur les allégations de torture et l'accès des observateur-trice-x-s indépendant-e-x-s aux procédures pénales contre les protestataires.

Les personnes arrêtées uniquement pour avoir exercé pacifiquement leurs droits humains doivent être libérées immédiatement.

Nom	Prénom	Adresse	Signature
1			
2			
3			
4			
5			



Veuillez envoyer le formulaire complété au plus tard le 31 mars 2023 à Amnesty International, Section suisse, Case postale, 3001 Berne.

IRAN

ACTION DU 8 MARS: « FEMME, VIE, LIBERTÉ! »

La journée internationale des droits des femmes est l'occasion de soutenir la lutte des femmes iraniennes. Ensemble, montrons-nous solidaires de leur combat pour la liberté!

Le 13 septembre 2022, Jina Mahsa Amini, une jeune Kurde, était arrêtée par la « police des mœurs » parce qu'elle n'était soi-disant pas habillée correctement. Quelques jours plus tard, le 16 septembre, elle est morte en détention.

Les droits des femmes sont des droits humains: le code vestimentaire imposé par la République islamique d'Iran viole le droit à l'égalité. Il dégrade les femmes, les jeunes filles et les personnes non-binaires de sexe féminin. Il tue. La mort de Jina Mahsa Amini a déclenché une énorme vague de protestation. Ce sont des femmes qui, les premières, sont descendues dans la rue, ont brûlé leurs foulards, se sont coupé les cheveux et ont crié: « Femme, Vie, Liberté! » Les manifestations se sont répandues dans tout le pays, relayées notamment par les minorités ethniques du Baloutchistan et des régions kurdes.

La répression est brutale. Des centaines de personnes ont été tuées, des dizaines de milliers arrêtées, des manifestant-e-x-s condamné-e-x-s à mort lors de procès iniques. Entre décembre et janvier, quatre jeunes hommes ont été exécutés, et d'autres risquent la peine de mort.

Le 8 mars, nous voulons renforcer notre appel aux Iranien-ne-x-s. Nous voulons soutenir toutes les personnes courageuses, demander la libération des manifestant-e-x-s en prison et la fin de la peine de mort. Vous trouverez plus d'informations et d'actions sur l'extranet.

Anita Streule, Cyrielle Huguenot
Coordinatrices de campagnes

Plus d'informations sur amnesty.ch/agenda

AMNESTY-BOUTIQUE

Nos produits sont fabriqués de manière durable et éthique.

PLUS DE PRODUITS DURABLES ET ÉQUITABLES SUR SHOP.AMNESTY.CH

GOURDE SIGG JAUNE

Gourde Sigg classique en aluminium (0,6 litre). Laque jaune brillante avec logo.

Art. 2300.021.G / Fr. 25.–

Autres couleurs (bleu aqua, doré, blanc mat) disponibles sur shop.amnesty.ch



LANIÈRE PORTE-CLÉS

Tour de cou porte-clés (lanyard) griffé Amnesty International avec mousqueton et anneau. Pratique pour clés, badges, etc. Fabriqué en Italie à partir de PET 100% recyclé (polyester).

Art. 2300.024 / Fr. 5.–



COUTEAU DE POCHE VICTORINOX HUNTSMAN LITE

Couteau de poche Victorinox au design d'Amnesty avec 21 fonctions.

Art. 2200.085.H / Fr. 63.–

PARAPLUIE

Tige en acier avec double automatisme, diamètre ouvert: 97 cm. Provenance: Chine.

Art. 2300.032 / Fr. 25.–



JE COMMANDE LES ARTICLES SUIVANTS

Quantité	Nom de l'article	Taille	Art. N°	Prix

Nom: _____ Rue: _____

Lieu: _____ E-mail: _____

Tél.: _____ Signature: _____

Numéro de membre / client-e-x (si connu): _____

Envoyez vos commandes à Amnesty International, case postale, 3001 Berne ou commandez sur notre boutique en ligne: shop.amnesty.ch